



Règlement Général de Police

Zone de police Semois et Lesse

Editeur responsable :
Zone de police Semois et Lesse (ZP 5302)
Rue Docteur Pierre Lifrange 12
6880 BERTRIX

Version commune du 13/07/2016 (modification : définition de « camp de vacances »)

NB. Modifications du 27/06/2016 : article 66 Tellin

NB. Modifications du 14/04/2016 :

- Définitions : bivouac, gestionnaire de voirie, interdiction temporaire de lieu, lieu public

- Encart précédant l'article 35

- NB précédant l'article 62

- Article 96

- Article 104, point i

- Article 168

- Article 170

- Article 171bis

- Index, Interdiction temporaire de lieu

En rouge : ajouts concernant uniquement la commune de Bouillon

En vert : article 66 différent selon la commune

Table des matières

	page
Chapitre I^{ER} – Dispositions générales	5
Chapitre II – De la propreté et de la salubrité publiques	8
Section 1. Dispositions générales	8
Section 2. De l'entretien des trottoirs, accotements et propriétés	9
Section 3. Des plans d'eaux, voies d'eau, canalisations	9
Section 4. De l'évacuation de certains déchets	9
Section 5. Des logements mobiles et campements	10
Section 6. De l'affichage	10
Section 7. De l'exploitation agricole et forestière	11
Section 8. Des constructions insalubres	12
Section 9. De l'utilisation de chauffage à combustion	12
Section 10. Des fossés à lisier et des dépôts de fumier	12
Chapitre III – De la sécurité publique et de la commodité de passage	13
Section 1. Des attroupements, manifestations, cortèges	13
Section 2. Des activités incommodes ou dangereuses sur l'espace public	13
Section 3. De l'occupation privative de l'espace public	14
Section 4. Des précautions et obligations à observer par temps de neige ou de gel	17
Section 5. De l'utilisation des façades d'immeubles	18
Section 6. Des mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique	19
Section 7. Des incendies inondations ou autres catastrophes	20
Section 8. De la sécurité et de la prévention des incendies dans les immeubles destinés à accueillir le public et les établissements accessibles au public	21
Section 9. De la prévention des incendies dans les milieux d'accueil de la petite enfance	23
Chapitre IV – De la tranquillité publique	24
Chapitre V – Des infractions à double incrimination	28
Section 1. Du respect des personnes	28
Section 2. Du respect de la propriété	29
Section 3. Dispositions diverses	30
Chapitre VI– Des animaux	32
Chapitre VII– Des activités ambulantes	34
Chapitre VIII – De l'établissement de camps de vacances	35
Section 1. De l'agrément	35
Section 2. Des obligations du bailleur	35

Section 3. Des obligations du locataire	37
Section 4. Généralités	38
Chapitre IX – Des infractions en matière environnementale	39
Section 1. Infractions prévues par le décret du 27.06.1996 relatif aux déchets	39
Section 2. Infractions prévues par le Code de l'eau	39
Section 3. Infractions prévues en vertu de la législation relative aux établissements classés	42
Section 4. Infractions prévues en vertu de la loi du 12.07.1973 sur la conservation de la nature	42
Section 5. Infractions prévues en vertu de la loi du 18.07.1973 sur la lutte contre le bruit.	43
Section 6. Infractions prévues en vertu du code de l'environnement	43
Section 7. Infractions prévues par la loi du 28.12.1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique	43
Section 8. Infractions en matière de voies hydrauliques	43
Chapitre X – Des peines, sanctions administratives et dispositions finales	45
Index alphabétique	49
Notes	53
Adresses utiles	55

Approbation par le conseil communal de Bertrix : 25 septembre 2014

Approbation par le conseil communal de Bouillon : 27 mai 2014

Approbation par le conseil communal de Daverdisse : 09 juillet 2014

Approbation par le conseil communal de Herbeumont : 10 novembre 2014

Approbation par le conseil communal de Libin : 25 septembre 2014

Approbation par le conseil communal de Paliseul : 17 septembre 2014

Approbation par le conseil communal de Saint-Hubert : 14 juillet 2014

Approbation par le conseil communal de Tellin : 23 septembre 2014

Approbation par le conseil communal de Wellin : 30 septembre 2014

CHAPITRE I^{er} – DISPOSITIONS GENERALES

Définitions : Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« **accotement** » : Il peut être :

- de plain-pied, c'est-à-dire un espace distinct du trottoir et de la piste cyclable compris entre la chaussée et un fossé, un talus, des limites de propriété et situé au même niveau que la chaussée,
- en saillie, c'est-à-dire un espace surélevé par rapport à la chaussée, distinct du trottoir et de la piste cyclable compris entre la chaussée et un fossé, un talus des limites de propriété.

L'accotement est généralement revêtu d'un matériau meuble difficilement praticable pour les piétons.

« **bivouac** » : Un campement rudimentaire permettant de passer la nuit en pleine nature.

« **boisson alcoolisée** » : Toute boisson ayant un titre alcoométrique volumique affiché ou toute boisson artisanale contenant de l'éthanol.

« **camp de vacances** » : Séjour d'un groupe d'enfants membres d'un mouvement de jeunesse reconnu par la Communauté Française, Flamande ou Germanophone ou par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union Européenne et organisé par celui-ci en un endroit déterminé :

- dans des bâtiments ou parties de bâtiments qui servent à cette fin ;
- en bivouac, sous tentes ou sous abris quelconques non soumis au décret du 4 mars 1991 modifié relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning, au décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique et à son Arrêté d'Exécution du 9 décembre 2004.

« **camping-caravaning** » : L'utilisation comme moyen d'hébergement de l'un des abris suivant : tente, caravane routière, caravane de type résidentielle sans étage, motor-home ou tout abri analogue, non conçu pour servir d'habitation permanente.

« **chien dangereux** » : Est considéré comme chien dangereux, le chien déclaré comme tel par le bourgmestre sur base d'un rapport de police établissant que le chien montre ou a montré son agressivité par la volonté de son maître ou non, est connu pour la manifester et/ou appartient à une famille ou à une catégorie reconnue comme étant susceptible de causer des blessures graves ou de présenter un danger pour les personnes ou pour les animaux domestiques.

Dans l'attente d'une législation en la matière, les types de chiens considérés comme dangereux sont répartis en deux catégories : les chiens d'attaque d'une part, les chiens de garde et de défense d'autre part.

Relèvent de la catégorie des chiens d'attaque : les chiens de race staffordshire terrier, les chiens de race american staffordshire terrier, les chiens de race mastiff, les chiens de race tosa, les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races précédentes et les chiens de races croisées au départ des celles visées ci-avant.

Relèvent de la catégorie des chiens de garde et de défense : les chiens de race staffordshire terrier ou bull terrier, pitbull terrier, Doo Argentina (dogue argentin) bull terrier, les chiens de race rottweiler, les chiens de race tosa, les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques à l'une des races précédentes et les chiens de races croisées au départ de celles visées ci-avant.

« **déchets ménagers** » : Les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et les déchets assimilés à de tels déchets par arrêté du Gouvernement conformément au décret de la Région Wallonne du 27/06/1996 relatif aux déchets.

« **domaine public** » : On comprend dans le domaine public les biens (tant publics que privés) qui sont à l'usage direct du public et ceux qui, sans être à la disposition de tous, sont affectés à un service au public.

« **épave** » : Tout moyen de transport par terre, ainsi que tout matériel mobile agricole ou industriel, manifestement hors d'état de circuler.

« **établissement destiné à accueillir le public ou accessible au public** » : Tout immeuble, tout local destiné à accueillir le public ou magasin de vente accessible à la clientèle, tout édifice de culte, tout café, brasserie, débit de boissons, restaurant, bar, dancing, salon de dégustation, salle de réunion, d'auditions et de fêtes et tout autre endroit analogue, même démontable, où le public sera ou est admis, soit gratuitement, soit contre paiement, soit sur présentation d'une carte de membre accessible indistinctement à quiconque.

« **établissement ou cercle de jeux** » :

a) les installations fixes dont les activités principales consistent en l'exploitation d'appareils électroniques ou non, prêts à l'emploi (jeux vidéo, jeux d'adresse, tables de jeux, etc....) mis à la disposition du public ;

b) tout autre établissement comportant un tel nombre d'appareil du type visé à l'alinéa " a " dont l'exploitation ne peut plus être considérée comme étant seulement une activité de complément.

« **foire** » : Marché public ponctuel.

« **gens du voyage** » : Personne appartenant à un groupe humain qui n'a pas d'établissement, de domicile ou d'habitation fixe, qui campe de lieu en lieu, ne séjournant qu'un temps assez court dans un même endroit et dont l'activité est inconnue.

« **gestionnaire de voirie** » : L'autorité responsable de la gestion de la voirie – Collège Communal pour les voiries communales et SPW – Direction des routes du Luxembourg (DGO1-32) pour le réseau régional.

« **interdiction temporaire de lieu** » : L'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis de lieux déterminés accessibles au public, situés au sein d'une commune, sans jamais pouvoir en couvrir l'ensemble du territoire (article 134 sexies §2 nouvelle loi communale).

« **kermesse** » : Fête foraine installée à époque fixe en plein air et dans un lieu déterminé.

« **lieu public** » : Tout endroit accessible au public, notamment l'espace public, les débits de boissons, les hôtels, auberges, restaurants, lieux de divertissements, magasins, transports en commun, gares... Conformément au §2 de l'article 134 sexies de la nouvelle loi communale, « est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant. »

« **magasin de nuit** » : Toute unité d'établissement telle que définie dans la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services c'est-à-dire dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention "magasin de nuit".

« **marché** » : Rassemblement périodique de marchands ambulants en un lieu public déterminé, en vue de la vente ou de l'achat de marchandises.

« **personne morale** » : Toute personne relevant du droit public ou du droit privé, créée en vertu d'une loi ou d'une habilitation légale, conférant la personnalité juridique à celle-ci.

« **salle de spectacle** » : Etablissement où se donnent des représentations théâtrales, de music-hall, de variétés, de fantaisie, des projections cinématographiques et autres établissements.

« **trottoir** » : Partie de la voie publique en saillie ou non par rapport à la chaussée, qui est spécifiquement aménagée pour la circulation des piétons, revêtue de matériaux en dur et dont la séparation avec les autres parties de la voie publique est clairement identifiable par tous les usagers.

« **véhicule abandonné** » : Tout moyen de transport ainsi que tout matériel mobile, agricole ou industriel dépourvu de marque d'immatriculation et laissé sur la voie publique au même endroit pendant plus de 24 h sans autorisation spéciale mais ayant conservé une valeur vénale.

« **voie publique** » : La partie du territoire de la commune affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessible à tous, dans les limites prévues par les lois, arrêtés et règlements.

Art. 1. Sera puni des peines prévues par le présent règlement quiconque qui, par son comportement sur la voie publique ou dans un lieu public, porte atteinte à la sécurité ou la tranquillité publique.

Art. 2. §1^{er}. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige, sans qu'il soit dû par la commune une quelconque indemnité.

§2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police ou des agents désignés pour la recherche des infractions au présent règlement général de police.

§4 La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§5 Lorsqu'une demande d'autorisation est introduite en dehors des délais prescrits par le présent règlement, la recevabilité de celle-ci sera appréciée par l'autorité compétente en fonction de la pertinence du motif invoqué pour justifier le retard.

Art. 3. Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prend les arrêtés qui s'imposent.

Les titulaires d'un droit concernés par ces arrêtés doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le Bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront tenus solidairement aux frais.

Art. 4. La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

Art. 4 bis : Le contenu du présent règlement concerne les matières relevant des missions de la Commune en vue de faire jouir ses habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

CHAPITRE II – DE LA PROPETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES

Section 1. Dispositions générales

Art. 5. Il est interdit de souiller **tout endroit de la voie publique et de** l'espace public en ce compris les galeries et passages établis sur assiette privée accessibles au public, de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes **mineures de moins de 16 ans**, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise.

Quiconque a enfreint les dispositions visées ci-dessus doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi il y sera pourvu par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Il est en outre interdit de laisser les animaux que l'on a sous sa garde déposer leurs excréments sur l'espace public ou sur tout terrain dont le maître de l'animal n'est pas le propriétaire, à l'exception des avaloirs et des canisites prévus à cet effet. Dans l'hypothèse où cette obligation ne peut être respectée pour des raisons indépendantes du gardien de l'animal, ce dernier sera tenu de ramasser les déjections à l'aide du matériel nécessaire visé à l'alinéa suivant et de le déverser dans un avaloir ou dans une corbeille publique.

Toute personne accompagnant l'animal sur la voie publique doit être munie du matériel nécessaire au ramassage des déjections. Ce matériel doit pouvoir être présenté à la première demande des fonctionnaires de police compétents et des agents communaux mandatés par le Collège.

Cette disposition ne porte pas préjudice à l'obligation de nettoyage mise à charge de l'occupant d'immeuble conformément aux articles 11 et 12 du présent règlement.

NB. Pour les déjections canines, voir art. 94§2.

Art. 6. Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur les chaussées et trottoirs de l'espace public.

NB. Les graffitis sont sanctionnés par l'art 84.

Art. 7. Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement et à l'extérieur ainsi que les organisateurs de manifestation s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ou du lieu de la manifestation ne soit pas sali par leurs clients. Ils sont tenus de placer des poubelles en nombre suffisant ainsi que de veiller à leur évacuation conformément au règlement communal sur la gestion des déchets.

Sauf dispositions contraires, les organisateurs de manifestations ainsi que les exploitants de commerces ambulants qui vendent des marchandises à consommer sur place ou dans les environs immédiats de leur point de vente, doivent veiller à assurer la propreté du domaine public aux abords de leurs installations.

Pour ce faire, ils doivent installer un nombre suffisant de poubelles et veiller à vider celles-ci chaque fois que cela sera nécessaire. Avant de quitter leur emplacement, ils doivent évacuer les déchets provenant de leur commerce et nettoyer tout ce que l'activité de celui-ci aurait souillé.

Art. 8. Les organisateurs de manifestations sont tenus de remettre les lieux de la manifestation et les abords de ceux-ci immédiatement après la manifestation dans leur pristin état, sauf disposition contraire dans l'acte d'autorisation de celle-ci.

Art. 9. Il est interdit d'uriner, de déféquer, **de cracher et de jeter gommages à mâcher ou autres mégots sur la voie publique, sur toute façade ou édifice public ou privé**, sur l'espace public ainsi que dans les galeries et passages établis sur assiette privée accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Art. 10. Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons, à l'exception des aliments destinés aux oiseaux en temps de gel.

Art. 10 bis. Il est interdit de jeter quoi que ce soit dans les fontaines publiques et leurs réservoirs ou d'en altérer l'eau.

Toute baignade et circulation sont interdites dans les fontaines publiques.

Section 2. De l'entretien des trottoirs, accotements et propriétés

Art. 11. Tout titulaire d'un droit réel ou personnel est tenu de procéder au nettoyage des trottoirs devant les propriétés ou immeubles, bâtis ou non, aussi souvent que le maintien de ceux-ci en état de propreté le requiert.

Les trottoirs et accotements jouxtant des immeubles habités ou non doivent être maintenus en état de propreté. Ces obligations incombent :

1. pour les immeubles habités, à l'occupant, au propriétaire, titulaire d'un droit ou aux copropriétaires de l'immeuble ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux ;
2. pour les immeubles non affectés à l'habitation, aux concierges, portiers, gardiens, ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux ;
3. pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble.

Art. 11 bis. En cas d'usage d'une lance d'arrosage ou d'un dispositif spécifique pour l'arrosage ou le nettoyage, le jet doit être atténué ou dirigé de façon à ne pas endommager la voirie ou le mobilier urbain. Il ne pourra pas non plus être dirigé vers des personnes, des animaux ou des biens immobiliers, sauf le titulaire d'un droit réel sur ceux-ci.

Art. 12. Le bon état des propriétés immobilières (terrains ou construction) doit être assuré en tout temps, de façon à ne nuire en rien aux parcelles voisines ou aux usagers de l'espace public.

Sont, entre autres, visés les terrains envahis de chardons, de rumex ou d'autres plantes nuisibles pour l'agriculture.

Section 3. Des plans d'eaux, voies d'eau et canalisations

Art. 13. Il est interdit d'obstruer d'une quelconque manière que ce soit les conduits, fossés et appareillages destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

Les propriétaires riverains sont tenus de déboucher et de nettoyer les dispositifs installés par eux ou à leur demande sur les fossés ou voies artificielles d'écoulement.

Section 4. De la gestion de certains déchets

(Voir aussi le règlement communal particulier à la gestion des déchets)

Art. 14. Il est interdit de déposer ou faire déposer des déchets ou des récipients de collecte de déchets de manière telle qu'ils présentent une gêne ou un danger pour les usagers de la voie publique.

Art. 15. Il est interdit de déposer, faire déposer, abandonner, conserver, rassembler et stocker des déchets de façon à nuire à l'hygiène et à la propreté publique ou constituer un danger pour la santé publique.

Art. 16. Quiconque destine des ordures en provenance du bâtiment ou de la partie du bâtiment qu'il occupe à être enlevées par le service de nettoyage est tenu de les rassembler uniquement dans les récipients autorisés par l'Administration communale. Il est interdit de déplacer, de détériorer sciemment ou de vider entièrement ou partiellement sur la voie publique lesdits récipients.

Sauf autorisation du bourgmestre ou de son délégué, il est interdit de déposer et laisser le récipient de collecte ou des déchets le long de la voirie publique à des jours autres que ceux prévus pour la collecte ou avant 20h la veille de la collecte.

Art. 17. Les poubelles publiques servent exclusivement au dépôt de menus objets utilisés par des passants ainsi qu'au dépôt des déjections canines. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices.

Art. 18. L'utilisation de conteneurs disposés sur l'espace public par l'administration communale ou avec l'accord de celle-ci est strictement réservée aux personnes et objets qu'elle a déterminés. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices.

Art. 19. Il est interdit de déposer hors et notamment au pied des poubelles publiques ou conteneurs visés aux articles précédents des déchets quels qu'ils soient, emballés ou non.

Art. 20. Les personnes physiques ou morales ayant conclu une convention avec une société pour l'enlèvement de leurs immondices autres que ménagères doivent informer l'administration communale des jours et heures d'enlèvement.

Cet article ne vise pas les professions libérales telles que médecins, vétérinaires,...

Art. 20 bis. Le transport en vrac de déchets volatiles ne pourra se faire que dans des véhicules clos ou recouverts d'une bâche solidement fixée.

Section 5. Des logements mobiles et campements

Art. 21. Il est interdit, sauf dérogation octroyée par le Bourgmestre, de pratiquer le camping-caravaning sur la voie publique ainsi que de camper ou de séjourner plus de 24 heures consécutives dans une voiture, un camion, une caravane ou un véhicule aménagé à cet effet sur le territoire de la commune, à tout endroit de l'espace public non aménagé à cet effet. Dans les espaces publics aménagés à cet effet, les utilisateurs sont tenus de se conformer au règlement particulier y afférent.

Section 6. De l'affichage

Art. 22. §1 Il est interdit d'apposer, de faire apposer ou de coller des affiches, tracts, autocollants ou papillons à tout endroit de l'espace public sans en avoir reçu l'autorisation du Bourgmestre et du propriétaire des lieux, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées dans l'acte d'autorisation.

§2. Les affiches, tracts, autocollants ou papillons apposés en contravention au présent règlement devront être enlevés à la première réquisition de la police, faute de quoi l'autorité procèdera d'office à leur enlèvement aux frais, risques et périls du contrevenant.

§ 3. L'affichage électoral et l'affichage légalement apposé par les officiers ministériels ne sont pas concernés par les alinéas précédents.

Art. 23. Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer, enlever sans autorisation les affiches, tracts, autocollants ou papillons, posés avec l'autorisation de l'autorité.

Art. 24. Il est interdit de coller ou de suspendre des affiches sur la signalisation routière ou son support. Le placement d'une signalisation directionnelle temporaire pourra être autorisé par le Bourgmestre, aux conditions qu'il fixera dans son arrêté d'autorisation.

Art. 24 bis. Tout tract, affiche, autocollant, papillons et même signe distinctif relevant du Nazisme ou assimilé est interdit sur le territoire communal.

Dans le même ordre d'idée, toute vente d'objet de quelque sorte que ce soit relevant du Nazisme ou assimilé est interdit sur le territoire communal.

Art. 24 ter. Le locataire ou propriétaire d'une chasse publique ou privée est tenu d'afficher les périodes de battues prévues. Il a l'obligation de déclarer ces battues à l'administration communale au moins 8 jours avant la date du début de celles-ci.

Art. 24 quater. Des panneaux publicitaires

Il est interdit d'apposer, de faire apposer ou de coller des affiches, tracts, autocollants ou papillons à tout endroit de l'espace public sans en avoir reçu l'autorisation du Collège communal, du propriétaire des lieux et du gestionnaire de voirie ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées dans l'acte d'autorisation.

Les affiches, tracts, autocollants ou papillons apposés en contravention au présent règlement devront être enlevés à la première réquisition de la police, faute de quoi l'autorité procèdera d'office aux frais, risques et périls du contrevenant, à leur enlèvement.

L'affichage électoral et l'affichage légalement apposé par les officiers ministériels ne sont pas concernés par les alinéas précédents.

Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer, enlever sans autorisation les affiches, tracts, autocollants ou papillons posés avec l'autorisation de l'autorité communale.

Il est interdit de coller ou de suspendre des affiches sur la signalisation routière ou son support. Le placement d'une signalisation directionnelle temporaire pourra être autorisé par le Collège communal, aux conditions qu'il fixera dans son arrêté d'autorisation.

Les affiches et leurs supports devront impérativement être enlevés **AU PLUS TARD LE 8ème JOUR APRES LA MANIFESTATION.**

L'enlèvement des affiches et supports est porté à 22 jours après la date des élections en matière d'affichage électoral.

Section 7. De l'exploitation agricole et forestière

Art. 25. §1 Sans préjudice de tous droits de propriété de la Commune sur l'assiette réelle des chemins, il est interdit de labourer ou d'implanter une clôture à moins de deux mètres de la partie aménagée d'une chaussée empierrée ou asphaltée.

§2 Il est interdit d'utiliser la voirie comme place de manœuvre pour les machines lors des travaux agricoles et de traîner les bois sur les chaussées asphaltées lors des travaux de débardage.

§3 Il est interdit à tout exploitant forestier d'utiliser la voirie, ses accotements ou les aires de débardage aménagées pour y effectuer des dépôts de bois suite à des travaux de débardage ou en vue de voiturage sans autorisation préalable et écrite du Collège Communal, sollicitée au moins une semaine à l'avance.

Ladite autorisation peut être subordonnée à l'établissement d'un état des lieux et au dépôt d'une caution.

Art. 25 bis. De l'usage des chemins forestiers et agricoles

Sans préjudice de tous droits de propriété de la Commune sur l'assiette réelle des chemins, aucun labour et aucune clôture ne pourront se faire à moins d'un mètre cinquante de la bordure des chemins empierrés ou tarmaqués; tout dégât occasionné aux accotements sera réparé aux frais de contrevenant : en ce qui concerne les chemins à l'état naturel (terre), l'alignement sera au besoin, indiqué par le Collège communal.

Les routes agricoles seront réservées par priorité à l'exploitation agricole et forestière.

Tout exploitant forestier ou autre usager qui utilisera temporairement un chemin communal quel qu'il soit ou ses accotements pour y effectuer soit des dépôts de bois ou autres matières, soit du débardage, du chargement ou du transport de bois, devra dès le début des travaux, immatriculer ses dépôts en posant, bien en vue, des plaques portant lisiblement ses nom & adresse. Aucune découpe de bois ne pourra se faire sur la voirie.

Avant l'exploitation, tout exploitant forestier ou autre est tenu d'avertir l'Administration Communale et de demander un état des lieux ; faute de quoi, la voirie sera considérée comme initialement en bon état.

En cas de dégradation, la police ou les agents du Département Nature et Forêts de la DGO, accompagnés de la partie en cause et éventuellement du représentant du Collège communal constatera les dégâts occasionnés à la voirie. D'après cette constatation, une indemnité sera exigée suivant l'importance des dégâts. En cas de non-accord, le Service Technique Provincial tranchera, sauf recours par voie judiciaire.

L'entrepôt temporaire de bois provenant d'une coupe exploitée ne pourra être établi à moins d'un mètre de la bordure d'un chemin communal empierré ou tarmaqué. Dans tous les cas, une largeur d'au moins trois mètres devra être laissée libre pour le passage.

Le dépôt ne pourra rester sur place que le temps strictement nécessaire à l'exploitation envisagée. Les bois devront être enlevés au maximum un mois après la fin de la vidange de la coupe sauf dérogation à accorder par le Collège communal.

Il est interdit de traîner, bois, machines ou matériaux sur chemins en dur.

Une signalisation conforme aux prescriptions de la circulation routière sera placée de part et d'autre des lieux de chargement et d'entrepôt par les soins et aux frais de l'entrepreneur de transport.

Les agents du Département Nature et Forêt de la DGOARNE sont également compétents pour la constatation des infractions et la rédaction de PV à charge des contrevenants.

Section 8. Des constructions insalubres

Art. 25 ter. Champ d'application : La présente section est applicable aux constructions dont l'état met en péril la salubrité et la sécurité publiques et non régies par les dispositions du Code du Logement.

Par péril, il faut entendre la construction vicieuse, la malpropreté, la vétusté, le défaut d'aération, d'évacuation de gaz, d'écoulement des eaux ou d'autres causes qui compromettraient la salubrité ou la sécurité publiques.

L'occupation ou l'autorisation d'occuper un immeuble, d'une partie d'immeuble que le Bourgmestre aura déclaré inhabitable ou dont il aura ordonné l'évacuation est interdite.

De plus, le titulaire de droits réels sur l'immeuble, la partie d'immeubles est dans l'obligation d'exécuter ou de faire exécuter dans les délais lui impartis les travaux de sécurité ou de salubrité jugés indispensables par le Bourgmestre.

Section 9. De l'utilisation de chauffage à combustion

Art. 25 quater. L'occupant d'un immeuble bâti est tenu de prendre toutes mesures adéquates afin que les cheminées et les tuyaux conducteurs de fumée qui les équipent soient ramonnés régulièrement et constamment maintenus en bon état de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 06 janvier 1978.

Section 10. Des fossés à lisier et des dépôts de fumier

Art.25 quinter. La présente section est applicable aux excréments d'origine animale qui sont stockés.

Sans préjudice des dispositions du règlement général sur la protection du travail et du décret relatif au permis d'environnement, lorsqu'une entreprise agricole ou d'élevage industriel dispose de fosses à lisier, celles-ci doivent être vidangées au moins une fois l'an et à chaque requête motivée du Bourgmestre.

Pour autant qu'il ne tombe pas sous l'application du règlement général sur la protection du travail et du décret sur l'environnement, tout dépôt sur la voie publique ou dans un terrain privé, de matières répandant une odeur nauséabonde doit, sur réquisition de la police, être évacué dans les 24 heures sinon il sera transporté d'office aux frais du défaillant.

CHAPITRE III – DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA COMMODITE DE PASSAGE

Section 1. Des attroupements, manifestations, cortèges

Art. 26. Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons sans nécessité, ainsi que d'y participer.

Art. 27. En dehors des cortèges funèbres, tout attroupement, rassemblement, manifestation ou cortège organisé sur la voie publique, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du Bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins trente jours calendrier avant la date prévue à moins qu'il ne soit la conséquence d'un évènement imprévisible.

Section 2. Des activités incommodantes ou dangereuses sur l'espace public

Art. 28. Il est interdit de harceler les passants ou les automobilistes et de sonner ou frapper aux portes pour importuner les habitants.

Art. 29. §1. Les personnes se livrant à la mendicité, même sous le couvert de l'offre non professionnelle d'un service quelconque, ne peuvent troubler l'ordre public ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publiques.

§2. Le mendiant ne peut être accompagné d'un animal et il ne peut exhiber aucun objet de nature à intimider les personnes qu'il sollicite.

§3. La mendicité est interdite aux mineurs d'âge.

§4. Il est interdit aux personnes majeures qui pratiquent la mendicité d'être accompagnées de mineurs d'âge.

Art. 30. Sauf autorisation du Collège Communal, les collectes et les ventes-collectes sont interdites sur l'espace public et dans les lieux publics :

La demande d'autorisation doit être introduite dans un délai de trente jours calendrier précédant l'activité.

Les titulaires d'une autorisation délivrée par une autorité provinciale, régionale, communautaire ou fédérale habilitée à la délivrer ne sont pas soumis au présent article.

Afin de garantir l'ordre public ou le rétablir, les objets mis en vente en infraction au présent article pourront faire l'objet d'une saisie administrative.

Les collecteurs et vendeurs seront porteurs d'une copie de l'autorisation susvisée et seront tenus de l'exhiber à la réquisition de l'autorité compétente.

Art. 31. Est interdite la vente et l'offre en vente ainsi que la distribution gratuite, sur la voie publique, de produits et objets divers à moins que cette vente, offre en vente ou distribution, ne se fasse à un endroit précisé par le Collège Communal sous le couvert d'une autorisation ou d'une concession domaniale.

Les titulaires d'une autorisation délivrée par une autorité provinciale, régionale, communautaire ou fédérale habilitée à la délivrer ne sont pas soumis au présent article.

Art. 32. Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique. Cette interdiction ne s'applique pas aux terrasses dûment autorisées ainsi que lors de manifestations commerciales, festives ou sportives autorisées par l'autorité communale, aux endroits fixés dans l'arrêté d'autorisation.

Art. 33. Il est interdit de vendre ou de distribuer des boissons alcoolisées sur la voie publique en dehors des endroits où la consommation est autorisée en vertu de l'article précédent.

Le placement de distributeur automatique de boissons alcoolisées est interdit sur l'espace public. S'il est situé hors de cet espace public mais accessible à partir de celui-ci, le gestionnaire du distributeur doit s'assurer que des boissons alcoolisées ne soient vendues à des mineurs d'âge. A défaut de moyen de contrôle en dehors des heures d'ouverture de l'établissement où il est installé, l'appareil doit être mis hors service pendant ces heures.

Art 33 bis. Il est interdit de vendre des produits énergisants ou toute autre substance dont l'effet supposé serait la diminution de l'effet de l'alcool ou l'augmentation de l'état d'éveil, lors des manifestations publiques.

Art 33 ter. Il est interdit de promouvoir les manifestations publiques dont le thème est basé sur la consommation de boissons alcoolisées et/ou énergisantes.

Art. 34. Nul ne peut pénétrer, sans motif légitime ou autorisation du Collège communal, dans l'enceinte des plaines, parcs ou tous domaines clos ou non, appartenant à la Commune, en dehors des endroits et moments où la circulation du public y est expressément autorisée.

En dehors des périodes habituelles de fonctionnement, l'accès aux différents bâtiments et sites scolaires communaux est interdit, sauf autorisation du Collège communal.

Tout bénéficiaire de l'autorisation prévue aux alinéas précédents est tenu d'observer scrupuleusement les conditions qui y sont prescrites.

En cas d'infraction, l'autorité communale pourra procéder d'office à l'exécution des mesures que le contrevenant sera resté en défaut d'exécuter.

§1. L'accès aux propriétés communales est interdit sauf les lieux accessibles au public.

§2. Dans les lieux accessibles au public visés par le présent article, le public doit, sous peine d'expulsion, se conformer aux :

1. prescriptions ou interdictions contenues dans les règlements particuliers d'ordre intérieur et/ou portées à sa connaissance par les avis ou pictogrammes y établis ;
2. injonctions faites par toute personne dûment habilitée.

§3. Dans les endroits visés au paragraphe précédent, il est en outre défendu, sauf aux endroits spécialement aménagés par la commune à cet effet :

1. d'allumer des feux ;
2. de se coucher sur les bancs publics ;
3. de camper ou pique-niquer sauf aux endroits autorisés;
4. de se baigner dans les fontaines, bassins, plans d'eau ou étangs publics ;
5. de grimper le long des façades, mobiliers et équipements urbains servant à l'utilité ou à la décoration publiques, ainsi que d'escalader les murs et clôtures.

Section 3. De l'occupation privative de l'espace public

Le stationnement gênant est sanctionné par le code de la route et l'art 87 du présent, il s'agit donc d'une infraction à double incrimination qui, conformément au protocole signé avec le procureur du Roi de la province de Luxembourg, est puni de sanctions administratives communales.

Art. 35. Sans préjudice des règlements relatifs à l'occupation privative de la voie publique en vigueur sur le territoire de la commune et sauf autorisation de l'autorité communale compétente, est interdite toute utilisation privative de la voie publique, au niveau du sol ou au-dessus ou en dessous de celui-ci, de nature à porter atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage et/ou contraire aux réglementations en vigueur (il en est ainsi notamment en ce qui concerne les échoppes, étalages, terrasses, appareils, conteneurs, échafaudages, palissades, tentes, chapiteaux, loges foraines et tous autres établissements démontables ou autres dépôts quelconques).

Toute occupation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol est soumise à autorisation du Collège Communal.

L'occupation privative de la voie publique doit être effectuée en veillant à ne pas compromettre la sécurité et la commodité de passage des usagers.

Le Bourgmestre peut procéder ou faire procéder, d'office, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement de tout objet placé illicitement sur la voie publique.

L'autorité communale compétente pourra retirer l'autorisation donnée en cas de non-respect des conditions imposées.

Art. 36. Il est interdit d'occuper la voie publique avec tout objet dans un but exclusivement publicitaire sans autorisation du Collège Communal. Cet article ne vise pas les véhicules circulant ou stationnant sur la voie publique conformément aux dispositions réglementaires en matière de circulation routière.

Art. 36 bis. Occupation des trottoirs : est autorisée, sauf refus écrit du Collège Communal, l'utilisation du trottoir à des fins commerciales par le riverain à condition de laisser, le long de la bordure, un passage libre d'une largeur minimum de 40 cm, excepté rue du Collège, côté droit, depuis la limite des aires de stationnement jusqu'au carrefour formé avec la rue des Hautes Voies où la liberté de passage ne pourra être inférieure à 1 m et Quai des remparts, côté droit, où la liberté de passage ne pourra être inférieure à 1 m.

Art. 37. L'occupation de l'espace public, par une terrasse est soumise à autorisation préalable du Collège Communal, après avis favorable du gestionnaire propriétaire.

Art. 37 bis. Terrasse : toute demande d'occupation privative du domaine public sur le territoire de la Ville de Bouillon pour le placement d'une terrasse est soumise à autorisation du Collège Communal.

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu de considérer 2 sortes de terrasses :

a) terrasses temporaires :

1) constituées par des tables et des chaises, étales ou autres installations

Le bénéficiaire d'une telle terrasse veillera à ce qu'une bande piétonnière d'une largeur d'1m entre la voirie et la terrasse soit libre en permanence.

2) Constituées par une structure en bois

Elles seront impérativement constituées d'une structure en bois, exception faite de leur base qui pourra être érigée en métal.

Elles devront être construites en éléments démontables sans ancrage au sol.

La date de leur mise en place ne pourra être antérieure au 1er avril et elles devront être impérativement démontées chaque année pour le 15 novembre.

Le plancher ainsi que le garde-corps présenteront toutes les garanties nécessaires de façon à pallier à tout risque d'accident.

La teinte de ces matériaux sera obligatoirement de ton « brou de noix » (brun).

Ces installations ne pourront en aucun cas entraver le passage des piétons et des voitures d'enfants.

Aucun élément de celles-ci ne pourra être fixé ni débordé sur le trottoir.

De même, lorsqu'elles sont érigées à la place de parking de voitures, la main courante devra se situer à l'intérieur de l'emplacement initial (ligne blanche).

La balustre sera décorée au moyen de bacs à fleurs.

Les poteaux côté voirie seront impérativement équipés de catadioptres réflecteurs.

b) Terrasses occasionnelles :

Constituées uniquement de tables, chaises et/ou étales lors de manifestations ponctuelles dûment autorisées par le Collège Communal (fêtes de quartiers, braderie, ...).

Les obligations sont les mêmes que celles énoncées au point a1) ci-dessus.

c) Terrasses installées sur voiries de la Région Wallonne :

Pour le placement de telles terrasses, qu'elles soient occasionnelles ou temporaires non constituées par une structure en bois, seule une autorisation du Collège Communal est nécessaire.

Pour le placement de telles terrasses temporaires constituées par une structure en bois, l'autorisation doit être demandée à la fois au SPW – Régie des Routes et au Collège Communal.

Art. 38 GENERAL. Nul ne peut entreprendre des travaux ou déposer des matériaux ou engins sur la voie publique, sans y avoir au préalable été autorisé par le Collège Communal. La demande doit être faite au moins vingt jours ouvrables avant le début du chantier.

Art. 38 BOUILLON. L'exécution de travaux ou le dépôt de matériaux et d'engins sur la voie publique est subordonnée à l'autorisation écrite de l'autorité communale compétente, laquelle se réserve le droit de dresser un état des lieux préalable et contradictoire. La demande doit être adressée au Bourgmestre au moins 15 jours avant le début des travaux, sauf en cas de force majeure. Elle doit mentionner la nature, l'endroit et les dates précises des travaux prévus. Une dérogation est accordée aux gestionnaires de voirie pour lesquels une autorisation annuelle pourra être donnée, mais uniquement pour les travaux exécutés en voirie par ces derniers.

Art. 39. Quiconque aura procédé à l'exécution de travaux ou entreposé des matériaux sur la voie publique est tenu de remettre celle-ci dans l'état où elle se trouvait avant ces travaux, immédiatement après la fin des travaux ou de l'occupation de la voie publique. A défaut, il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 39 bis. L'enlèvement des signaux routiers placés conformément aux dispositions en vigueur devra intervenir dans un délai maximum de deux heures suivant la réception, même provisoire, des travaux ou à la suppression de l'obstacle ayant justifié son placement. A défaut d'exécution dans ce délai par l'entrepreneur, les Services communaux compétents procéderont d'office, aux frais de l'entrepreneur défaillant, à l'enlèvement et à l'entreposage de la signalisation superflue.

Art. 39 ter. Les pictogrammes qui ne sont plus visibles du fait des travaux doivent être déplacés à l'endroit prescrit par l'autorité communale compétente et replacés à leur emplacement initial dès la fin des travaux.

Art. 40. L'installation d'un échafaudage ou enclos sur la voie publique est soumise à autorisation préalable du Collège communal (GENERAL)/Bourgmestre (BOUILLON).

Art 40 bis. Sont interdits le dépôt ou le placement, à une fenêtre ou à une autre partie d'une construction, de tout objet qui en raison d'un manque d'adhérence suffisante est susceptible de choir sur la voie publique et porter atteinte de ce fait, à la sûreté ou à la commodité du passage. Tout objet placé en contravention au précédent article doit être enlevé à la première injonction du représentant de l'autorité, faute de quoi il est procédé d'office à son enlèvement par les services communaux aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 41. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de suspendre en travers de la voie publique des calicots, banderoles ou drapeaux, sans l'autorisation du Collège Communal.

Il est interdit de coller, de placer ou de suspendre au-dessus du sol, sur les édifices publics, sur la voie publique ou le long de celle-ci, des fils, des câbles, conduits, panneaux, affiches ou appareils quelconques destinés à quelque usage que ce soit, sans autorisation, de l'autorité communale compétente. Celle-ci peut autoriser le placement temporaire, contre les murs extérieurs des habitations ou au travers de la voie publique, des calicots, banderoles ou autres objets.

Il sera procédé d'office, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement de tous objets installés en contravention avec le présent article.

Art. 42. Les entrées de caves et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations en nécessitant l'ouverture et en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Art. 42 bis. Dispositions complémentaires applicables aux véhicules ou trains de véhicules utilisés comme attraction touristique à l'intérieur de la Ville de Bouillon à une vitesse maximale de 10 km/h :

A- Circuit des petits trains Touristiques au Centre-Ville de Bouillon :

L'itinéraire à emprunter par les deux véhicules est établi comme suit :

Pont de France – rue du Collège – rue de la Poste – rue de la Station - rue des Champs – rue des Hautes Voies (en descendant) – rue Au-Dessus de la Ville - Voie Jocquée – rue St-Eloi – rue de l'Ange Gardien – Quai de la Maladrerie – Pont de Liège – Boulevard Heynen – Boulevard Vauban – rue St-Nicolas – rue du Château-Fort – Esplanade du Château – rue du Château-Fort – rue de la Poulie – Boulevard Vauban – tunnel – Pont de France.

En cas d'empêchement de passage sur l'itinéraire fixé ci-dessus pour cause de travaux, manifestations en tout genre, force majeure, etc... le gérant des Petits trains Touristiques demandera au Bourgmestre de délimiter, dans la mesure des possibilités, un nouvel itinéraire de remplacement à emprunter provisoirement par les petits trains.

B- Embarquement et débarquement :

L'embarquement et le débarquement des passagers se feront exclusivement au Pont de France, Esplanade du Château et Pont de Liège ainsi que facultativement rue Au-Dessus de la Ville. Un seul véhicule y sera autorisé à l'arrêt, le temps de l'embarquement et du débarquement des passagers.

Aucun arrêt n'est admis sur le circuit, hormis les points d'embarquement et de débarquement mentionnés ci-dessus.

C- Horaire :

L'horaire est établi comme suit :

- durée du trajet : environ 35 min.
- départs du Pont de France : circuit ouvert de 09h00 à 19h00.

Cet horaire pourra être revu, selon les circonstances, par le Bourgmestre chargé de réglementer la fréquence des passages et des heures de départ suivant les exigences du trafic routier.

D- Dérogations et opportunités

Un horaire et/ou itinéraire « extraordinaires » ponctuels, notamment pour circuit de nuit ou du soir, sont également admis, à la demande du gérant des Petits trains Touristiques, moyennant autorisation spéciale et préalable du Bourgmestre ou, également, sur demande spécifique de ce dernier.

En outre, la faculté de proposer, dans le cadre du présent marché, une extension permanente du circuit et des arrêts aux pôles majeurs touristiques de Bouillon (Parc à Gibier, Karting, Auberge de Jeunesse,...) est également ouverte dans l'avenir au gérant des Petits trains Touristiques, selon les besoins et opportunités. Pour ce faire, celui-ci aura la possibilité de solliciter la modification souhaitée par lettre recommandée au Collège Communal qui statuera sur la demande et le soumettra, le cas échéant, à l'approbation du Conseil Communal.

Art. 42 ter. Trois zones pour quatre places de stationnement à durée limitée à 30 minutes seront réservées à Bouillon, rue de la Maladrerie à hauteur de l'immeuble numéro 1, Quai de la Maladrerie le long de la Semois à hauteur de l'immeuble numéro 2, Quai du Rempart à hauteur de l'immeuble numéro 3. La mesure sera annoncée par des panneaux de signalisation E9a avec panneaux additionnels type VIIc (lu-dim 30 min. de 9h à 18h), type VIIb (disque) et Xc (sur une distance de 20 m).

PS. Voir également le règlement Redevance communale sur la zone bleue.

Section 4. Des précautions et obligations à observer par temps de neige ou de gel

Art. 43. Les trottoirs couverts de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants pour le passage de piétons sur toute leur largeur pour les trottoirs de moins de 1,5 mètre de large et sur une largeur de minimum de 1 m 50 pour les trottoirs plus larges.

Art. 44. Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées. En attendant leur enlèvement, le titulaire d'un droit réel ou personnel doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers aux endroits exposés.

En cas de carence, les services communaux y procéderont d'office à ses frais, risques et périls.

Art. 45. Les obligations prévues aux articles précédents de cette section incombent :

1. pour les immeubles à appartements multiples : aux concierges, syndics, présidents des conseils de gestion, personnes spécialement chargées de l'entretien quotidien des lieux, ou celles désignées par un règlement intérieur et, à défaut, solidairement à charge de tous les occupants ;
2. pour les habitations particulières : à l'occupant ;
3. pour les immeubles non affectés à l'habitation : aux concierges, portiers, gardiens, ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux ;
4. pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble.

Art. 46. Par temps de gel, il est interdit de déverser, de faire ou laisser couler de l'eau sur la voie publique.

Art. 47. Il est interdit à tout riverain de rejeter la neige, sur les parties déneigées de la chaussée telle que définie dans le code de la route.

Art. 48. Il est défendu de circuler sur la glace des canaux, bassins, étangs et cours d'eau, sauf autorisation du Bourgmestre.

Section 5. De l'utilisation des façades d'immeubles

Art. 49. §1 Les propriétaires d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement :

- 1° la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue;
- 2° la pose de tous signaux routiers ;
- 3° la pose de câbles de distribution électrique, de télédistribution, lignes téléphoniques, ou fibres optiques ;
- 4° la pose de dispositifs d'éclairage public ;
- 5° la pose de miroirs destinés à favoriser la sécurité routière.

Le placement se fera par l'Administration communale.

§2 Le propriétaire d'un immeuble est tenu de procéder à ses frais au numérotage de celui-ci conformément aux dispositions arrêtées par l'administration communale. Ce numéro devra être installé de telle façon qu'il soit visible et lisible de la voie publique. Si le bâtiment est en retrait de l'alignement, l'autorité communale compétente pourra imposer la mention du numéro à front de voirie.

Art. 49 bis. Il est défendu d'enlever, de modifier ou d'effacer les plaques, mentions, signaux, appareils et supports visés à l'article 49.

Si les éléments visés à l'alinéa 1er du présent article sont enlevés, endommagés ou effacés par suite de reconstruction ou de réparation, ils seront remplacés dans leur état primitif, aux frais du titulaire de droit réel.

Art. 49 ter. Nuancier de couleurs pour les façades du Centre Ancien Protégé à Bouillon :

Les façades extérieures des immeubles du périmètre du Centre Ancien Protégé (ZPU), afin de respecter l'aspect traditionnel local, devront être en pierres naturelles ou recouvertes d'un crépi teinté clair (RAL 7047, 9010, 9001). Les éléments saillants pourront éventuellement être dans une teinte plus soutenue (RAL 1015, 7035, 7004, 9002).

Section 6. Des mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Art. 50. Toute personne se trouvant sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des fonctionnaires de police en vue de :

- 1) faire respecter les Lois, Décrets, Arrêtés et Règlements ;
- 2) maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publiques ;
- 3) faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police y est entré sur invitation des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

Art. 51. Sont interdits :

1. Tout appel au secours abusif ;
2. Tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit ;
3. Toute manœuvre de commandes d'appareils d'utilité publique tels que réseaux de distribution, signalisation ou éclairage publics par des personnes non habilitées à le faire.
4. L'installation et l'utilisation dans ou aux abords de l'espace public de tout appareillage ou dispositif destiné à prohiber la fréquentation par certaines catégories de personnes de certaines zones de l'espace public (« Mosquito »).

Art. 52 GENERAL. Toute personne sommée par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine et/ou mettant en péril la sécurité des passants est tenue d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé d'office par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 52 BOUILLON. Sans préjudice des dispositions du Code Wallon du Logement, le présent article est applicable aux constructions non assimilées à un logement en vertu dudit Code, dont l'état met en péril la sécurité des personnes, même si ces constructions ne jouxtent pas la voie publique.

Toute personne sommée par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine et/ou mettant en péril la sécurité des passants est tenue d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé d'office par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Lorsque l'imminence du péril de l'immeuble est avérée, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates, aux frais du titulaire d'un droit réel.

Lorsque le péril n'est pas imminent, le Bourgmestre fait dresser un état des lieux qu'il notifie au titulaire d'un droit réel.

En même temps qu'il notifie l'état des lieux, le Bourgmestre invite les intéressés à lui faire part, dans un délai raisonnable qu'il fixe, de leurs observations à propos de l'état de la construction et des mesures qu'ils se proposent de prendre.

Après avoir pris connaissance de ces observations ou à défaut de celles-ci, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates et fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

A défaut d'exécution dans le délai imparti, il met à charge du contrevenant les frais résultant des travaux de démolition ou de consolidation.

Art. 52 bis. Sont visés par les dispositions des articles 52 ter et 53, les travaux exécutés en dehors de la voie publique et qui sont de nature à la souiller ou à nuire à la sûreté ou à la commodité du passage.

Art. 52 ter. Il est interdit d'exécuter les travaux repris à l'art. 52 bis à front de voirie ou à proximité de la voie publique sans avoir établi un enclos ou dispositif quelconque de protection.

Les parois des fouilles ou des excavations doivent être étançonnées de manière à empêcher tout mouvement dans la voirie et à prévenir tout accident ou incident.

Les remblais ne peuvent contenir aucune matière putrescible ou insalubre.

Il est interdit de jeter ou d'entreposer des décombres sur la voie publique - en dehors de l'enclos prévu ci-dessus- ainsi que dans les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées ou encore dans les cours d'eau.

Art. 53. Les travaux de nature à répandre poussières ou déchets sur les propriétés voisines ou sur la voie publique, tels sablage de façades, démolitions ... ne peuvent être entrepris qu'après avoir pris toutes mesures appropriées afin de limiter au maximum ces nuisances, **entre autres par l'établissement d'écrans imperméables.**

L'entrepreneur est tenu d'arroser les ouvrages à démolir et les décombres de manière à limiter au maximum la production de poussières.

Lorsque la voirie est souillée du fait des travaux, le maître d'œuvre est tenu de la remettre, sans délai, en parfait état de propreté.

Les échafaudages, les palissades et les échelles prenant appui sur la voie publique doivent être établis de manière à prévenir tout dommage aux personnes et aux biens et à ne pas gêner la circulation des usagers de la voie publique.

Art. 54 Sans préjudice de prescriptions particulières des lotissements et du prescrit du règlement provincial sur la voirie vicinale qui impose l'élagage des arbres et des haies de manière à ne pas empiéter sur la voie publique, tout titulaire d'un droit réel ou personnel d'une propriété, tout occupant d'un immeuble est tenu de veiller à ce que les plantations de sa parcelle soient émondées de façon telle qu'aucune branche :

- ne fasse saillie sur la voie carrossable, à moins de 4,5 mètres au-dessus du sol ;
- ne fasse saillie sur l'accotement ou le trottoir, à moins de 2,5 mètres au dessus du sol ;
- ne puisse d'aucune manière masquer la signalisation routière quelle que soit la hauteur ;
- ne nuise à la visibilité nécessaire pour la circulation routière, spécialement aux croisements et jonctions de voirie.

La hauteur des haies plantées le long des voiries publiques ne peut excéder 1,5 mètre.

Il est en outre tenu d'obtempérer aux mesures complémentaires prescrites par l'administration communale ou le Bourgmestre en vue d'assurer l'amélioration de la sûreté, de la salubrité ou de la commodité de passage dans les rues et autres voies publiques.

A défaut, il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du défaillant.

Art. 55. Aucune plantation ou clôture ne peut masquer d'aucune manière la signalisation routière quelle qu'en soit la hauteur.

Art. 56. Il est interdit de vendre des récipients sous pression contenant du gaz pour briquets (recharges) à des mineurs d'âge. *(pour rappel : moins de 18 ans)*

Section 7. Des incendies, inondations ou autres catastrophes

Art. 56 bis. Quiconque constate qu'un incendie vient de se déclarer est tenu d'alerter immédiatement le Service d'Incendie.

A moins que leur intervention ne soit requise, les personnes qui se trouvent sur les lieux d'un incendie ou d'un accident doivent, à l'arrivée des pompiers et/ou ambulanciers, se retirer à la distance nécessaire à la bonne marche de leur intervention.

Art. 57. Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie, une inondation ou autre catastrophe menace leur sécurité ou celle des riverains doivent :

1. permettre l'accès à leur immeuble ;

2. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions du Bourgmestre, des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Les propriétaires ou locataires des immeubles avoisinant l'endroit d'une intervention ne peuvent refuser l'accès de leur propriété aux membres des Services de secours et/ ou de sécurité, ni s'opposer au passage des tuyaux ou autres appareils de sauvetage.

Art. 58. Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art. 59. Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art. 60. Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

Section 8. De la sécurité et de la prévention des incendies dans les immeubles destinés à accueillir le public et les établissements accessibles au public

Art. 60 bis. Dans les cas visés par la loi du 30/07/1979 et ses arrêtés d'exécution dont l'AR du 28/02/1991, l'exploitation d'un établissement destiné à accueillir le public et/ou des établissements accessibles au public, soit gratuitement, soit contre paiement, soit sur présentation d'une carte de membre, est soumise à l'autorisation préalable du Bourgmestre en cas :

- d'ouverture,
- de changement de propriétaire ou d'exploitant,
- de réouverture après travaux d'aménagement ou d'agrandissement,
- de changement d'affectation ou de type d'exploitation,
- et au minimum, tous les 5 ans

Il s'agit des catégories d'établissements suivantes :

- les dancings, discothèques et tous les lieux publics où l'on danse ;
- les restaurants, friteries et débits de boissons, lorsque la surface totale accessible au public est d'au moins 50 m² ;
- les hôtels et motels contenant 4 chambres au moins et pouvant accueillir au moins 10 clients ;
- les magasins pour la vente au détail dont les locaux destinés à la vente et les locaux attenants à ceux-ci servant de dépôts de marchandises ont une surface totale d'au moins 1000 m² ;
- les auberges de jeunesse ;
- les cabarets artistiques et les cirques ;
- les cinémas et théâtres ;
- les casinos ;
- les centres culturels ;
- les salles polyvalentes, notamment de spectacles, réunions publiques et manifestations sportives ;
- les salles de sports ;
- les stands de tir ;
- les stades ;
- les foires commerciales et salles d'exposition ;
- les installations foraines fermées dont la surface totale accessible au public est d'au moins 100 m² ;

- les structures gonflables ;
- les galeries marchandes dont la surface totale accessible au public est égale ou supérieure à 1000 m² ;
- les parcs d'attractions ;
- les hôpitaux et établissements de soins ;
- les résidences-services, les complexes résidentiels proposant des services et les maisons de repos pour personnes âgées ;
- les établissements d'enseignement et de formation professionnelle ;
- les immeubles de bureau dont la surface totale accessible au public est d'au moins 500 m² ;
- les gares, l'ensemble des installations de métro et les aéroports ;
- les établissements de culte dont la surface totale accessible au public est d'au moins 1000 m² ;
- les bâtiments affectés aux cours et tribunaux.

L'exploitation des établissements existant à la date d'entrée en vigueur de ce règlement général de police sont également soumis à autorisation du bourgmestre. L'exploitant introduira sa demande dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 60 ter. Les aménagements intérieurs fixes ou amovibles sont disposés de manière à ne pas réduire la largeur des voies d'évacuation, ni entraver la libre circulation du public vers les sorties et les sorties de secours.

Il est interdit de placer ou de disposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les lieux de passage ou de réduire la largeur des voies d'évacuation.

Art. 60 quater. Dans les locaux accessibles au public et au personnel employé, un éclairage électrique normal doit fonctionner pendant les heures d'ouverture dès que la lumière naturelle est insuffisante. L'intensité de cet éclairage électrique doit être suffisante pour permettre au public de se déplacer aisément.

Art. 60 quinto. L'utilisation et le stockage de récipients mobiles de combustibles liquides tels que gaz et pétrole liquéfié sont interdits dans les locaux accessibles au public et dans les locaux adjacents faisant partie de l'établissement.

Il est interdit de déposer des matières inflammables ou aisément combustibles, des récipients contenant ou ayant contenu des matières inflammables ou des récipients contenant des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous à proximité de foyers ou de sources de chaleur.

Il est interdit de laisser s'accumuler dans les locaux, des chiffons de nettoyage et des déchets sujets à l'auto combustion, à risques ou facilement inflammables ; ils doivent être placés dans des récipients appropriés munis de couvercles hermétiques, le tout en métal ou en d'autres matériaux présentant les mêmes garanties.

Les déchets doivent être évacués quotidiennement.

Indépendamment des dispositions de l'Arrêté royal du 13.12.2005 relatif à l'interdiction de fumer dans certains lieux publics, il est interdit, dans les locaux de vente et locaux attenants à ceux-ci et servant de dépôt de marchandises, de fumer, de faire du feu, de faire des démonstrations comportant l'usage du feu, de flammes ou d'objets en ignition.

Cette interdiction sera affichée de manière apparente au moyen de tous textes et/ou pictogrammes appropriés.

Art. 60 sixto. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être aisément accessible ; il doit pouvoir être mis en service immédiatement.

L'annonce au Service d'Incendie doit être faite dans tous les cas de début d'incendie.

L'utilisation des ascenseurs est interdite en cas d'incendie.

Art. 60 septo. Le Bourgmestre, les personnes ou fonctionnaires par lui délégués, les fonctionnaires de police peuvent vérifier et se faire exhiber, sur les lieux de l'exploitation, les attestations de contrôles des organismes compétents ou de personnes spécialisées relativement aux installations électriques, au matériel de lutte contre l'incendie y compris les installations automatiques et de détection, au ramonage des conduits de fumée, à l'entretien des installations de chauffage et au nettoyage des systèmes d'évacuation des vapeurs de cuisson..

Mention de la vérification et des remarques sera portée, datée et signée au registre de sécurité de ces établissements ; ce registre devra pouvoir être immédiatement présenté aux agents compétents.

Le Bourgmestre sera toujours immédiatement averti par courrier spécifique, voire par tout autre moyen si l'urgence le requiert, des éventuels dysfonctionnements ou manquements relevés.

Section 9. De la prévention des incendies dans les milieux d'accueil de la petite enfance

Art. 60 octo. A l'instar des milieux d'accueil visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, les personnes accueillant régulièrement des enfants en garderie à leur domicile devront solliciter l'autorisation écrite du bourgmestre. Cette demande devra être accompagnée d'un rapport du SRI de moins d'un an, d'une attestation de conformité de l'installation électrique et si nécessaire, d'une attestation de conformité de l'installation de gaz.

Le milieu d'accueil sera en outre doté au minimum d'un extincteur à poudre (6 kg minimum) par étage et d'extincteurs de fumée suivant la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV – DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

Art. 61. Sont interdits, tous bruits ou tapages diurnes ou nocturnes de nature à troubler anormalement la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité ou dus à un défaut de prévoyance ou de précaution, qu'ils soient le fait personnel de leur auteur ou qu'ils résultent d'appareils en leur détention ou d'animaux attachés à leur garde.

NB : le tapage nocturne, à l'origine puni pénalement (voir art 561-1° du Code Pénal) est maintenant sanctionné par l'article 86 du présent. En vertu du protocole signé avec le procureur du Roi, il fait maintenant partie des infractions mixtes sanctionnées uniquement par le biais de sanctions administratives communales.

Art. 62. Est interdite sauf autorisation préalable du Collège Communal, toute manifestation telle que concerts, bals ou parties dansantes, tant sur terrain public que privé, lorsqu'elle a lieu à l'air libre ou sous chapiteau non entièrement clos et couvert. Le Collège Communal peut assortir son autorisation de toutes les conditions qu'il juge nécessaires au bon déroulement de la réunion, ainsi que toutes les recommandations reprises dans le vade mecum d'organisation d'événements (bal, soirée dansante,...) détaillé en annexe 1 du présent règlement.

La demande d'autorisation visée à l'article précédent doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins trente jours calendrier avant la date prévue.

Afin de garantir l'ordre public ou de le rétablir, le matériel utilisé pour l'organisation d'une manifestation non autorisée ayant lieu à l'air libre ou sous chapiteau non entièrement clos et couvert pourra faire l'objet d'une saisie administrative aux frais, risques et périls de l'organisateur de cette manifestation qu'il en soit ou non propriétaire.

Art. 63. §1. Tout bal ou concert public organisé en un lieu clos et couvert privé ou public doit faire l'objet d'une déclaration écrite de la part de l'organisateur de la manifestation au Bourgmestre trente (GENERAL)/vingt (BOUILLON) jours calendrier avant la date prévue.

§2. Cette obligation ne vise pas les établissements tels dancings ou discothèques ayant fait l'objet d'un permis d'environnement de classe 2 pour ce type d'activité.

Art. 64. Les organisateurs de réunions publiques ou privées sont tenus à veiller à ce que le bruit produit n'incommode pas les riverains. Au besoin, après 22 hrs, ils tiendront portes et fenêtres fermées.

Art. 65. Les bals publics seront terminés, sauf dispositions communales plus contraignantes ou dérogation écrite octroyée par le Bourgmestre, au plus tard à 03 hrs du matin (fin de l'animation musicale et fermeture du bar) et 03 hrs 30 (fin de l'évènement).

Art 65 bis. En cas de non-respect des mesures édictées par l'autorité compétente, une amende administrative de 250,00E sera réclamée au contrevenant.

Art. 66. L'usage des tondeuses à gazon, tronçonneuses et scies circulaires ou autres engins bruyants, est interdit :

- BERTRIX et LIBIN : les dimanches et jours fériés sauf entre 10 hrs et 12 hrs.
- BOUILLON : les dimanches et jours fériés sauf entre 09 hrs et 12 hrs.
- DAVERDISSE, TELLIN, WELLIN : les dimanches sauf entre 10 hrs et 12 hrs et entre 15 hrs et 18 hrs.
- HERBEUMONT, PALISEUL, SAINT-HUBERT : les dimanches sauf entre 10 hrs et 12 hrs.

Une dérogation peut être octroyée ponctuellement par le Bourgmestre sur demande expresse motivée. Cette interdiction ne vise pas l'usage de machines agricoles dans l'exercice de la profession de cultivateur.

Art. 67. Il est interdit d'installer des canons d'alarme ou appareils à détonation à moins de 500 mètres de toute habitation sans autorisation préalable et écrite du Bourgmestre. L'utilisation de ces engins est interdite entre 20 hrs et 7 hrs.

Art. 68. L'usage de pétards et pièces d'artifices sont interdits sur la voie publique, ainsi qu'en plein air et dans les lieux publics sauf autorisation écrite du Bourgmestre. Cette interdiction n'est pas applicable la nuit des réveillons de Noël et de Nouvel An entre 22 hrs et 02 hrs.

Art. 69. Sauf autorisation du Bourgmestre, est interdit sur la voie publique l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores.

Art. 70. Sans préjudice de la réglementation relative à la lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores produites dans les propriétés privées ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique ne pourra, si elles sont audibles sur la voie publique, troubler anormalement la tranquillité publique ou le repos des habitants. Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.

Cet article ne vise pas l'exercice d'une activité faisant l'objet d'un permis d'environnement, en conformité à celui-ci.

Art. 71. Le propriétaire ou utilisateur d'un véhicule ou d'un immeuble dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Lorsque celui-ci ne se manifeste pas dans les 10 (GENERAL)/30 (BOUILLON) minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 72. §1^{er}. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, troubler la tranquillité ou le repos des habitants.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public tels que cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. Lorsque, après deux atteintes portées à la tranquillité publique et au repos des habitants, constatées par des rapports de police ou par tout autre agent compétent, le bruit produit à l'intérieur d'un établissement accessible au public où l'on débite des boissons alcoolisées, continue à troubler le repos des habitants, la police pourra faire évacuer et fermer l'établissement. De plus, le Collège communal (GENERAL)/Bourgmestre (BOUILLON) pourra ordonner à l'exploitant par arrêté de le fermer quotidiennement à 22 heures au plus tard et de ne pas le rouvrir avant le lendemain à 7 heures, ce durant une période maximale de 30 jours.

En cas de récidive, dans les 24 mois, le Collège communal (GENERAL)/Bourgmestre (BOUILLON) pourra ordonner une fermeture quotidienne de 20hrs à 7hrs du matin durant une période maximale de 60 jours.

En cas de situation persistante, le Collège communal (GENERAL)/Bourgmestre (BOUILLON) pourra prendre un arrêté ordonnant une fermeture complète durant une période maximale de 30 jours.

Les dispositions du présent paragraphe seront portées à la connaissance du contrevenant lors de la constatation des deux premières infractions.

Art. 73. Tout projet d'implantation ou d'exploitation d'un magasin de nuit sur le territoire communal est soumis à autorisation préalable du Collège Communal.

Le collège peut assortir son autorisation de toutes les conditions qu'il juge nécessaires en vue du maintien de l'ordre public.

Art. 73 bis. Il est interdit sur tout le territoire communal d'utiliser et de déverser dans les bulles à verre mises à la disposition du public de 22 heures à 7 heures.

Art. 73 ter. Des cimetières et des pelouses de dispersion

Dans les cimetières, il est défendu de se livrer à aucun acte, à aucune attitude ni aucune manifestation troublant ou pouvant troubler la décence du lieu, l'ordre et le respect dû aux morts. Quiconque enfreint les dispositions règlementaires est expulsé du cimetière, sans préjudice des amendes administratives éventuelles.

La commune n'assure pas la garde des objets déposés sur les tombes.

Aucun véhicule, à l'exception de corbillards, des véhicules de service et d'entretien, de construction de sépultures, ne peut entrer dans le cimetière.

Exceptionnellement, le bourgmestre pourra autoriser des personnes invalides ou impotentes à se rendre en voiture auprès des tombes de leurs parents, aux dates et heures fixées par lui, aux frais, risques et périls du demandeur.

Il est interdit d'escalader ou franchir les grilles, haies, murs d'enceinte treillis ou autres clôtures entourant les sépultures, de grimper sur les tombeaux, de dégrader les monuments et les terrains qui en dépendent, de traverser les pelouses ou de quitter les chemins et sentiers, d'écrire ou d'effacer sur les monuments, de couper ou d'arracher les fleurs, arbustes ou autres plantations.

La plantation par des particuliers d'arbres ou d'arbustes à hautes tiges est interdite.

La dispersion des cendres a lieu sur une parcelle de terrain réservée à cet effet, laquelle n'est pas accessible au public ni à un quelconque dépôt de fleurs. Un emplacement pour les dépôts de fleurs est prévu en bordure de la parcelle.

Pour des motifs exceptionnels, telles des conditions atmosphériques empêchant la dispersion ou des circonstances familiales spéciales, la dispersion peut être momentanément retardée et fixée à une autre date, de commun accord avec la famille, lorsque celle-ci a manifesté l'intention d'assister à la dispersion.

Une ordonnance spécifique peut compléter les présentes dispositions qui y sont reprises également et sont affichées à l'entrée du cimetière.

Art. 73 quater. Des lieux publics récréatifs de plein air.

Les espaces verts sont accessibles au public, sous l'entière responsabilité des visiteurs. Ils peuvent néanmoins être temporairement fermés au public à la suite de circonstances imprévues ou nécessaires à leur gestion.

Le séjour y est interdit sous toutes ses formes (tente, caravane, mobilhome,.....), sauf conditions ou autorisations particulières.

Il est interdit, sauf conditions ou autorisations particulières, de s'y introduire avec des véhicules ou des cycles motorisés, quels qu'ils soient, ainsi qu'avec des engins à traction animale utilisés pour les loisirs, exception faite des véhicules de service, autorisés ou nécessaires à la gestion et à la surveillance des lieux.

Il est interdit :

- d'allumer ou de porter du feu, sauf aux endroits où des barbecues ont été installés par le gestionnaire du lieu ;
- de jouer, patiner ou circuler sur les cours d'eau, étangs lorsqu'ils sont gelés ;
- de se baigner dans les fontaines et étangs publics, d'en souiller le contenu par l'apport de matières quelconques.

La disposition ci-dessus n'est pas applicable aux endroits spécialement aménagés par la Commune à cet effet.

Toute personne qui refuserait d'obtempérer aux injonctions d'une autorité compétente formulées sur base du présent règlement sera expulsée.

Art. 73 quinter. De la cueillette des menus produits forestiers

La récolte de produits (champignons, fleurs et fruits) qui ne représentent pas une importance dans la conservation et l'évolution du milieu forestier (jonquilles, muguets, champignons, myrtilles, mûres et autres fruits des bois) est autorisée dans les bois soumis qui sont propriété de la commune entre le lever et le coucher du soleil.

Cette récolte est néanmoins strictement limitée à un usage personnel et à des fins non commerciales. La quantité maximale autorisée est de 10 litres (un seau) en ce qui concerne les champignons et les fruits et de deux poignées en ce qui concerne les fleurs, par personne et par jour, y compris la récolte entreposée dans un véhicule.

Pour ce faire, les personnes fréquentant le bois pourront quitter les voies publiques où la circulation est permise à l'exception des zones de quiétude, si elles existent, où toute circulation est proscrite.

L'autorisation de récolter sera automatiquement suspendue en période de chasse et les jours de battues, pour autant qu'il ait été clairement affiché aux entrées du massif un avis avertissant les promeneurs et indiquant les dates.

Les abus seront poursuivis sur base du code forestier.

CHAPITRE V – DES INFRACTIONS A DOUBLE INCRIMINATION (pénale et administrative)

A la suite du protocole conclu entre le Procureur du Roi et les autorités administratives de la zone de police Semois et Lesse, les comportements prévus dans ce chapitre sont sanctionnés pénalement et/ou peuvent faire l'objet d'une sanction administrative communale conformément à la loi du 24 juin 2013.

Conformément aux infractions du **GROUPE I** du protocole, la poursuite des infractions à l'**art. 87 du présent règlement** (arrêts et stationnements) est organisée **uniquement par le biais de sanctions administratives communales**.

Conformément aux infractions du **GROUPE II** du protocole, pour les infractions aux articles 537 (abattage et dégradation d'arbres et destruction de greffes), 559, 1° (dégradations et destructions mobilières), 561, 1° (bruits et tapages nocturnes), 563, 2° (dégradations de clôtures), 563, 3° (voies de fait et violences légères) et 563 bis (port de vêtement cachant totalement ou principalement le visage) du code pénal (**articles 74, 78, 81, 83, 86 et 88 du présent règlement**), le Procureur du Roi s'est engagé à ne pas entamer de poursuites pour ces infractions mixtes ; **elles sont donc réprimées uniquement par le biais de sanctions administratives communales**.

Conformément aux infractions du **GROUPE III** du protocole, pour les infractions aux articles 461 (vol simple), 463 (vol d'usage), 526 (destruction et dégradation de tombeaux et sépultures et de monuments et objets d'art), 534 bis (graffitis) et ter (dégradations immobilières) et 545 (bris de clôture) du code pénal (**articles 77, 80, 82, 84 et 85 du présent règlement**), le fonctionnaire sanctionnateur **NE PEUT** infliger une sanction administrative. **La répression de ces infractions mixtes est UNIQUEMENT PENALE**.

Conformément aux infractions du **GROUPE IV** du protocole, pour les infractions aux articles 398 (coups et blessures simples), 448 (injures), 521 al 3 (destruction et mise hors d'usage de voitures, wagons et véhicules à moteur) du code pénal (**articles 75, 76 et 79 du présent règlement**), le fonctionnaire sanctionnateur **ne peut infliger une amende administrative qu'au cas où le Procureur du Roi a, dans un délai de 2 mois, fait savoir qu'il trouve cela opportun et que lui-même ne réservera pas de suite aux faits**.

Section 1. Du respect des personnes

Art. 74 GENERAL. Il est interdit de commettre des voies de fait ou des violences légères contre une personne, particulièrement de jeter sur elle une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller. (voir art 563-3° du Code pénal)

Art. 74 BOUILLON. Il est interdit à quiconque de commettre des voies de fait ou des violences légères, pourvu qu'il n'ait blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures ; il est particulièrement interdit à quiconque de volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancer sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller. (voir art 563-3° du Code pénal)

Art. 74 bis. Attentat - Il est interdit soit verbalement, soit par écrit anonyme ou signé, avec ordre ou sous condition, de menacer d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle. La menace par écrit anonyme ou signé d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle, non accompagnée d'ordre ou de condition, est également interdite (article 327 Code pénal).

Il est interdit, soit verbalement, soit par écrit anonyme ou signé, (soit par agissement quelconque), de donner sciemment une fausse information concernant l'existence d'un danger d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle (article 328 Code pénal).

Il est interdit de diffuser, de quelque manière que ce soit, des substances qui, ne présentant en soi aucun danger, donnent l'impression d'être dangereuses, et qui peuvent inspirer de vives craintes d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'un emprisonnement de deux ans au moins (article 328bis Code pénal).

La menace par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle, est interdite (article 329 Code pénal). La menace, faite soit verbalement, soit par écrit anonyme ou signé, avec ordre ou sous condition, d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'un emprisonnement de trois mois au moins, est interdite (article 330 Code pénal).

Art. 75 GENERAL. Il est interdit d'injurier une personne soit par des faits, des écrits, images ou emblèmes de façon publique comme précisé à l'article 444 du Code pénal. (voir art 448 du Code pénal)

Art. 75 BOUILLON. Il est interdit à quiconque d'injurier une personne soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 344 du Code pénal. Il est interdit à quiconque, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal, d'injurier par paroles, en sa qualité ou en raison de ses fonctions, une personne dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou ayant un caractère public (article 448 Code pénal).

Art. 76. Il est interdit de porter volontairement des coups et provoquer des blessures. (voir art 398 du Code pénal)

Section 2. Du respect de la propriété

Art. 76 bis. Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol. Est assimilé au vol le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané (article 461 Code pénal).

Art. 77. Il est défendu de détruire, dégrader, abattre ou mutiler des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales, monuments, statues et objets d'utilité publique ou servant à la décoration publique, tableaux ou objets d'art placés dans les édifices publics...(voir art 526 du Code pénal)

Art. 78. Il est défendu de détruire ou d'endommager volontairement les propriétés mobilières d'autrui. (voir art 559-1° du Code pénal)

Art. 79. Il est défendu de détruire en tout ou partie ou de mettre hors d'usage à dessein de nuire des voitures, wagons et véhicules à moteur. (voir art 521 al 3 du Code pénal)

Art. 80. Il est défendu de dégrader volontairement les propriétés immobilières d'autrui. (voir art 534-ter du Code pénal)

Art. 81 GENERAL. Il est défendu d'abattre ou de détruire méchamment un arbre ou de détruire une greffe (voir art 537 du Code pénal)

Art. 81 BOUILLON. Il est interdit d'abattre méchamment un ou plusieurs arbres, couper, mutiler ou écorcer ces arbres de manière à les faire périr, ou détruire une ou plusieurs greffes (voir art 537 du Code pénal)

Art 82. Il est interdit de combler en tout ou en partie des fossés, couper ou arracher des haies vives ou sèches, détruire des clôtures rurales ou urbaines, de quelques matériaux qu'elles soient faites ; déplacer ou supprimer des bornes, pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages (voir art 545 du Code pénal)

Art. 83. Il est interdit de dégrader des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites. (voir art 563-2° du Code pénal)

Art. 84. Il est interdit de réaliser sans autorisation des graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers. (voir art 534-bis du Code pénal)

Art. 85. Le vol simple, sans violences ni menaces et sans circonstances aggravantes aux termes du Code pénal peut faire l'objet d'une sanction administrative. (voir art 463 du Code pénal)

Section 3. Dispositions diverses

Art. 86. Il est interdit de produire des bruits ou tapages de nature à troubler la tranquillité des habitants entre 22h00 et 7h00. (voir art 561-1° du Code Pénal)

Art. 87. Les infractions à l'AR du 01/12/1975 visées dans la Loi du 24 juin 2013 et dans ses arrêtés d'application, dont les infractions de stationnement, peuvent faire l'objet d'une amende administrative communale.

Art. 87 bis. Des véhicules abandonnés

Les modalités de conservation et de restitution prévues par la loi du 30 décembre 1975 relative aux biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion seront applicables.

Les véhicules ayant fait l'objet d'une " saisie sur place " dans le cadre d'une information au Parquet sont exclus du champ d'application des présents règlements.

S'ils peuvent être connus, les propriétaires des véhicules abandonnés, tels que définis à l'article 1 du Titre 1 des présents règlements sur la voie publique, ou dans les limites d'un immeuble dont la Commune ou le Centre Public d'Action Sociale est propriétaire, seront mis en demeure, par le Service de police, d'enlever le véhicule et/ou d'en régulariser la situation sur-le-champ.

Si le propriétaire n'a pu être identifié ou mis en demeure, un avis apposé sur le véhicule, à vue du public remplacera la mise en demeure.

Si le véhicule n'a pas été enlevé ou si sa situation n'a pas été régularisée dans les QUARANTE-HUIT HEURES de la délivrance de la mise en demeure ou de l'apposition de l'avis susmentionné, le Service de police pourra faire procéder, à son enlèvement, aux risques et frais du propriétaire. Ce dernier en sera avisé par envoi recommandé à son domicile légal sitôt que celui-ci sera connu. Cet avis mentionnera les modalités auxquelles le véhicule pourra lui être restitué.

Le véhicule sera conservé, à la disposition de son propriétaire, à ses risques et frais, durant SIX MOIS à dater de sa mise en dépôt.

Si le véhicule est réclamé dans le délai susvisé, sa restitution sera subordonnée à l'indemnisation par le propriétaire des frais exposés par la commune, pour son remorquage et sa conservation, majorés de 10% pour prestations administratives.

Si le véhicule saisi n'est pas réclamé dans le délai susvisé de SIX mois, il deviendra propriété de la Commune sur le territoire de laquelle il a été saisi et qui prendra à sa charge les frais de remorquage et de conservation.

Art. 87 ter. Des épaves

S'ils peuvent être connus, les propriétaires d'une épave, telle que définie à l'article 1 du Titre 1 des présents règlements, laissée ou abandonnée sur la voie publique ou dans les limites d'un immeuble dont la Commune ou le Centre Public d'Aide Sociale est propriétaire sera mis en demeure par le Service de police d'enlever celle-ci sur-le-champ.

Si le propriétaire n'a pu être identifié ou mis en demeure, un avis apposé sur le véhicule, à vue du public, remplacera la mise en demeure.

Si l'épave n'a pas été enlevée dans les QUARANTE-HUIT heures de la délivrance de la mise en demeure ou de l'apposition de l'avis susmentionnés, elle sera enlevée à la diligence des Services communaux, sur demande de la police.

L'épave sera confiée à un chantier de démolition automobile agréé en vue de sa destruction.

Tous les frais exposés pour l'enlèvement et la destruction de l'épave seront majorés de 10% pour prestations administratives et la somme totale sera réclamée au propriétaire.

Si le véhicule ou l'épave entrave la sécurité ou la commodité de passage sur la voie publique, il pourra être enlevé sur-le-champ.

Art. 88. Il est interdit, sauf dispositions légales contraires, de se présenter dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle de n'être pas identifiable, sauf si ce fait est exécuté en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives. (voir art 563bis du Code pénal).

CHAPITRE VI – DES ANIMAUX

(voir article 175 : Dispositions particulières pour la zone 5302)

Art. 89. Il est interdit sur l'espace public :

1. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes. Cette disposition est également applicable dans les parkings publics ;
2. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés. Cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
3. d'exciter son chien à l'attaque ou à l'agressivité, de l'inciter ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants, même s'il n'en est résulté aucun mal ou dommage.

Il est interdit à tout propriétaire, détenteur ou gardien d'animaux, de laisser divaguer ceux-ci en tous lieux accessibles au public et de prendre les mesures nécessaires pour éviter cette divagation. Il est interdit de circuler avec des animaux sur la voie publique sans prendre les précautions nécessaires pour les empêcher de porter atteinte à la sûreté, à la commodité du passage et à la sécurité des usagers.

Tout animal errant pourra être capturé aux frais, risques et périls de son propriétaire ou gardien.

Art. 90. Dans les espaces publics en ce compris les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, les chiens doivent être maintenus par tout moyen de retenue de telle façon qu'ils ne puissent s'écarter de leur maître de plus d'1,5 mètre. Toutefois, les chiens utilisés à la garde d'un troupeau ou à la chasse peuvent circuler, sans être tenus en laisse, pendant le temps nécessaire à l'usage auquel ils sont destinés et pour autant qu'ils restent à vue du conducteur du troupeau ou soient repris sitôt la chasse terminée s'il s'agit de chiens de chasse. La présence de chiens est strictement interdite dans les plaines de jeux et l'enceinte des écoles.

Art. 91. Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le voisinage de quelque manière que ce soit, en particulier par des cris ou aboiements intempestifs et répétitifs; **Les chiens qui, par leurs aboiements, de jour comme de nuit, troubleront la tranquillité publique ou le repos des habitants du voisinage, devront être maintenus par leur propriétaire à l'intérieur d'un bâtiment fermé à la première réquisition de la police.**
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant tant sur l'espace public que sur terrain privé.

Art. 92. Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires, il est interdit sur le territoire communal d'entretenir et de détenir des animaux dont l'espèce, la famille ou le type sont réputés comme étant **dangereux**, malfaisants ou féroces et de nature à porter atteinte à la tranquillité et/ou à la sécurité publiques et/ou à la commodité de passage.

En ce qui concerne les chiens réputés dangereux, voir définition au Chapitre 1er du présent Règlement

En ce qui concerne plus spécifiquement les CHIENS

Art. 92 bis. En cas d'infraction aux dispositions de l'art. 92 ci-dessus, le Service de police intervenant verbalisera le contrevenant et pratiquera, aux frais du contrevenant, la saisie administrative de l'animal faisant l'objet de l'infraction.

A cet effet, la police pourra si nécessaire faire appel à tout expert ou organisme habilité et ce, aux frais du propriétaire ou détenteur de l'animal.

La confiscation du matériel de dressage éventuel peut également être prononcée.

Le chien saisi sera dirigé par les services de police vers tout endroit habilité à les recueillir.

Les frais d'hébergement et de capture éventuels en cas de nécessité d'appel d'un vétérinaire pour anesthésier le chien saisi seront à charge de son propriétaire ou détenteur.

Art. 93. Il est interdit de laisser divaguer sciemment, par défaut de prévoyance ou de précaution, un animal malfaisant ou féroce ou encore des bestiaux dont on a la garde, que ce soit sur le domaine public ou sur les propriétés privées d'autrui.

Art. 94. §1 Tout propriétaire ou détenteur d'un chien est tenu de prendre les dispositions qui empêchent celui-ci de porter atteinte aux personnes, aux animaux et/ou aux biens d'autrui

§2 Les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de ramasser les excréments défectueux par celui-ci sur l'espace public, en ce compris les squares, les parcs, les espaces verts des avenues et les jardins publics, à l'exception des caniveaux et des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

Dans l'hypothèse où cette obligation ne peut être respectée pour des raisons indépendantes du gardien de l'animal, ce dernier sera tenu de ramasser les déjections à l'aide du matériel nécessaire visé à l'alinéa suivant et de le déverser dans un avaloir ou dans une corbeille publique. Toute personne accompagnant l'animal sur la voie publique doit être munie du matériel nécessaire au ramassage des déjections. Ce matériel doit pouvoir être présenté à la première demande des fonctionnaires de police compétents et des agents communaux compétents mandatés par le Collège.

Cette disposition ne porte pas préjudice à l'obligation de nettoyage mise à charge de l'occupant d'immeuble, conformément aux articles 11 et 12 du présent règlement.

Cette disposition n'est pas applicable au malvoyant seul accompagné d'un chien guide.

CHAPITRE VII – DES ACTIVITES AMBULANTES

Art. 95. §1^{er}. Il est interdit :

1. d'organiser une kermesse ou d'exploiter un métier forain sur un terrain public ou privé accessible au public sans autorisation du Bourgmestre ;
2. d'installer un métier forain ou de maintenir son installation en dehors des endroits et dates prévus pour chaque kermesse ou fête foraine, soit par le cahier des charges y relatifs, soit par le Bourgmestre ainsi que dans les cas où ce dernier ordonne le retrait de la concession ou de l'autorisation ;
3. aux exploitants d'installer leurs véhicules ailleurs qu'aux emplacements désignés par l'administration.

§ 2. Les métiers forains et les véhicules placés en infraction à la présente disposition devront être déplacés à la première injonction de la police, faute de quoi il y sera procédé d'office par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 95 bis. Les marchands ambulants et les exploitants d'activités foraines ne peuvent, sous aucun prétexte, dépasser les limites de leur emplacement ni encombrer les allées et passages.

Le Bourgmestre ou l'agent désigné par celui-ci, appelé à délimiter les emplacements des marchands et forains, veillera à aménager, pour l'accès des véhicules communaux aux édifices communaux et des véhicules des services de sécurité aux immeubles riverains du marché, des allées qui présenteront une largeur suffisante de 4 mètres minimum, libres de toute entrave, tant au sol qu'en l'air.

Ces allées pourront être utilisées par les véhicules des marchands et forains aux moments où ils sont admis à circuler sur le marché pour décharger ou recharger les marchandises.

Art. 95 ter. Lorsqu'une échoppe (échoppe démontable ou véhicule servant d'échoppe) ou une activité foraine est raccordée par câble, à une source d'énergie électrique, la ligne électrique doit être conforme aux normes légales de sécurité.

La responsabilité du Collège communal n'est pas engagée par l'autorisation donnée d'utiliser les raccordements électriques ou autres mis à disposition des marchands et forains.

Pour être autorisé à utiliser lesdits raccordements, le marchand ou le forain devra fournir la preuve que sa responsabilité civile est couverte par un contrat d'assurance.

Art. 95 quater. Les marchands et les forains sont tenus de nettoyer l'emplacement qu'ils ont occupé ainsi que ses abords. Dans l'éventualité où des conteneurs sont mis à leur disposition, ils sont tenus de les utiliser conformément à la législation en matière de gestion des déchets, notamment en respectant la séparation des fractions organiques et résiduelles.

Art. 95 quinto. Les marchands ambulants et les forains qui ne se conformeraient pas aux dispositions du présent règlement, aux modalités d'exploitation et/ou aux instructions de la police pourront, sur décision du bourgmestre, être expulsés de l'emplacement accordé, sans pouvoir prétendre au versement d'indemnités généralement quelconques, ni au remboursement des droits d'emplacement ou autres sommes versées à la caisse communale.

Art. 95 sixto. Interdiction d'activité ambulante : l'exercice de toute activité ambulante, au sens de la loi du 25.06.1993 sur l'Exercice d'activités Ambulantes et l'Organisation de Marchés Publics, est interdit, sauf autorisation extraordinaire spéciale préalable du Collège Communal, sur le parking dit « Esplanade du Château » et dans rue du Château-Fort à Bouillon.

CHAPITRE VIII - DE L'ETABLISSEMENT DE CAMPS DE VACANCES

Section 1. De l'agréation :

Art. 96. Nul ne peut mettre à disposition des bâtiments, parties de bâtiments ou terrains pour l'établissement de camps de vacances sans avoir obtenu préalablement l'agréation du Collège Communal pour chaque bâtiment ou terrain concerné.

Si le lieu de camps est labellisé au sens du Code Wallon du Tourisme, le label vaut agréation et copie de la notification de celui-ci sera communiqué au Collège Communal en lieu et place de la demande d'agréation.

Les références cadastrales des bâtiments ou terrains doivent être mentionnées sur la demande introduite au Collège Communal.

Art. 97. L'agréation délivrée par le Collège Communal pour une durée de cinq (GENERAL)/trois (BOUILLON) ans fixera le nombre maximal de participants à un camp pour chaque terrain ou bâtiment et en attestera la conformité aux conditions fixées aux articles 98 et 99.

Le propriétaire devra renouveler sa demande d'agréation au Collège Communal au plus tard le 30 avril.

Art. 98. Dans le cas d'hébergement dans un bâtiment ou partie de celui-ci, le bâtiment doit répondre aux normes requises en matière de prévention d'incendie et d'installations électriques ou de gaz.

La conformité du bâtiment en matière de prévention incendie sera attestée par un rapport du Commandant du service d'incendie compétent.

La conformité des installations électriques ou de gaz sera attestée par un organisme de contrôle agrée.

En outre des équipements sanitaires nécessaires à une hygiène convenable doivent être mis à la disposition des vacanciers en nombre suffisant.

L'attestation de conformité en matière d'incendie doit être délivrée préalablement à l'introduction de la demande d'agréation au Collège Communal.

Art. 99. Le terrain destiné au bivouac ne peut se situer dans un rayon de moins de 100 mètres par rapport à un captage d'eau potable. En outre, nonobstant les dispositions du Code forestier et du Code rural, tout bivouac est interdit dans les forêts (sauf zones forestières non boisées) et à moins de 100 mètres des zones naturelles **et ne pourra être autorisé que moyennant le respect strict des dispositions légales, notamment en matière de Code Forestier, Code Rural, CoDT et « Natura 2000 ».**

Il est rappelé que tous feux sont interdits à moins de 25 m de toute forêt ou 100 m d'une habitation.

Section 2. Des obligations du bailleur

Art. 100. Pour l'application de cette section, on entend par bailleur la personne qui, en étant propriétaire ou preneur à bail, met un bâtiment, une partie de bâtiment et/ou un terrain à la disposition d'un groupe de vacanciers, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

Art. 101. Le bailleur est tenu de conclure avec une personne majeure, responsable agissant solidairement au nom du groupe, un contrat de location et de souscrire, avant le début du camp et pour toute la durée de celui-ci, une assurance en responsabilité civile pour le bâtiment et/ou terrain concerné.

Le bailleur veillera à ce que, en cas d'urgence, les véhicules de secours puissent accéder sans encombre au terrain/bâtiment.

Art. 102 GENERAL. Le bailleur veillera à ce que l'enlèvement des déchets et l'évacuation des eaux usées se fassent de manière à prévenir toute pollution, notamment en veillant, solidairement avec le locataire en cas de défaillance de celui-ci, à ce que les déchets soient conditionnés selon le règlement en vigueur pour la collecte des immondices et à éviter en tout temps leur dispersion. En outre, il veillera à ce que les WC non reliés au réseau public d'égouts soient vidés dans une fosse d'une capacité suffisante pour en recueillir le contenu. Celle-ci sera recouverte d'une couche d'au moins 50 cm de terre.

Art. 102 BOUILLON. Le bailleur doit :

- a) se conformer au règlement relatif à la taxe communale pour la collecte des déchets. Le bailleur veillera à ce que l'enlèvement des déchets et l'évacuation des eaux usées se fassent de manière à prévenir toute pollution : les déchets seront conditionnés selon le règlement en vigueur pour la collecte des immondices et ne seront pas dispersés.
- b) Veiller à ce que les WC non reliés au réseau public d'égouts soient vidés dans une fosse d'une capacité suffisante pour en recueillir le contenu et recouverte d'une couche d'au moins 50 cm de terre.
- c) Alimenter en eau potable l'endroit où se déroule le camp.
- d) Respecter les conditions de sécurité, de salubrité et d'hygiène, telles que fixées par la législation en la matière.
- e) Empêcher toute nuisance par le bruit, veiller à la tranquillité publique.

Art. 103 GENERAL. Avant le début du camp, le bailleur communiquera au service compétent de l'administration communale :

- l'emplacement de celui-ci,
- le moment exact de l'arrivée du groupe,
- la durée du camp,
- le nombre de participants,
- les coordonnées du responsable du groupe en ce compris un numéro de téléphone portable où il peut être joint à tout moment.

Art. 103 BOUILLON. Le bailleur communiquera au service compétent de l'administration communale au plus tard un mois avant le début du camp l'emplacement de celui-ci, la date exacte de l'arrivée du groupe et la durée du camp, le nombre de participants et les coordonnées du responsable du groupe, un numéro de téléphone portable où ce dernier peut être joint à tout moment, les coordonnées d'une personne à contacter en dehors du groupe en cas de nécessité.

Art. 104. Un règlement d'ordre intérieur sera dressé par le bailleur et remis au locataire au moment de la signature du contrat de location et comportera au moins les données relatives aux points suivants :

- a) le nombre maximal de participants tel que fixé dans l'agrégation ;
- b) l'alimentation en eau potable et les installations sanitaires ;
- c) la nature et la situation des moyens de lutte contre l'incendie ;
- d) la nature et la situation des installations culinaires ;
- e) les endroits où peuvent être allumés des feux (à plus de 100 m des habitations et 25 m des forêts) ;
- f) les prescriptions en matière d'emplacement, de conditionnement, de transport et d'élimination des déchets solides et liquides ;
- g) les prescriptions en matière d'installation, nettoyage, enlèvement et vidange des W-C, fosses ou feuillées ;
- h) les prescriptions relatives à l'usage d'appareils électriques, installations au gaz et moyens de chauffage ;
- i) les modalités d'utilisation d'un téléphone situé dans les environs immédiats du camp ;
- j) l'adresse et le n° de téléphone des services suivants : services de secours, médecins, hôpitaux, police, parc à conteneurs, cantonnement, garde forestier du triage concerné **et administration communale.**

Section 3. Des obligations du locataire

Art. 105. Dans cette section, on entend par locataire, la (les) personne(s) majeure(s) responsable(s) qui, solidairement au nom du groupe, passe(nt) un accord avec le bailleur concernant la mise à disposition du bâtiment ou terrain pendant la durée du camp de vacances.

Art. 106. Le locataire est tenu de contacter le garde forestier du triage concerné avant l'organisation d'activités dans les bois soumis au régime forestier, de manière à connaître les zones de plantations ou d'exploitations forestières, les jours de chasse, les zones d'accès libre ou d'intérêt biologique, etc.

Art. 107. Au moins un mois avant le début du camp et pour le 1^{er} mai au plus tard pour les camps d'été, le locataire est tenu d'obtenir du chef de cantonnement de la D.G.O.A.R.N.E., via le garde forestier du triage concerné, l'autorisation d'utiliser les aires forestières dans les bois soumis au régime forestier et ceci à quelque fin que ce soit : ramassage de bois morts, feux, constructions, jeux diurnes ou nocturnes...

Il veillera au respect strict des périmètres de jeux autorisés dans les forêts.

Art. 107 bis. Au moins un mois avant le début du séjour, le responsable du camp doit fournir à l'administration communale, Place Ducale 1 à 6830 Bouillon, le dossier complet dûment rempli reprenant les points détaillés ci-dessous. Ce dossier est disponible à l'administration communale et peut être envoyé sur simple demande.

Si le dossier n'est pas parvenu en temps et heure à la Ville, le responsable du camp doit se présenter au plus tard le 1^{er} jour de camp à l'administration communale afin de :

- signaler sa présence ainsi que l'adresse de l'endroit et/ou du lieu-dit où se déroulera le séjour ;
- compléter son dossier en fournissant les nom, prénom et adresse de la personne majeure responsable du camp de vacances ou de son remplaçant éventuel, le numéro de téléphone auquel elle sera accessible, en permanence, durant toute la durée du camp – la dénomination et l'adresse de l'association ou de l'organisme qui organise le camp – le nombre précis de participants ;
- retirer le matériel de tri des déchets et adhérer aux modalités de tri en vigueur de la Ville de Bouillon ;
- demander « l'attestation de présentation » émise par la Ville qui devra être conservée au lieu de camp afin d'être présentée, si besoin, à la police, service incendie, DNF ou préposé communal.

Le responsable tient une liste des participants actualisée en permanence. Un dossier personnel avec photo pour chacun des participants sera disponible également. Il comprendra :

- l'identité complète et l'adresse du participant ;
- si le participant est mineur d'âge, les références des personnes qui sont titulaires de l'autorité parentale à l'égard de celui-ci, des personnes auxquelles est confié son hébergement et un document mentionnant l'accord des personnes habilitées à ce faire quant à la participation du mineur au camp de vacances ;
- une fiche reprenant les contre-indications médicales éventuelles.

La liste sera conservée par le responsable du camp ou son remplaçant afin d'être présentée à tout moment aux services d'urgence appelés à intervenir.

Art. 108. Le locataire est responsable du respect du présent règlement général de police sur le site du camp par le groupe qu'il représente et notamment en ce qui concerne la lutte contre le bruit, la protection de l'environnement et le ramassage des immondices. Il veillera à ce que les fosses ou feuillées soient recouvertes d'au moins 50 cm de terre au plus tard le jour de la fin du camp.

En cas de troubles de la tranquillité publique, tant de jour que de nuit, le Bourgmestre pourra ordonner l'interruption, sans délai, du camp.

Art. 109. Le locataire veillera à ce que tous les risques et dangers liés au camp, y compris les dommages aux tiers, soient couverts de façon adéquate par une assurance en responsabilité civile. Il veillera en outre à la bonne extinction des feux. **Il veillera aussi à organiser une réunion de sécurité avec les moniteurs avant logement afin de fixer une ligne de conduite en cas d'incendie.**

Art. 110. Lors de leurs déplacements hors du camp, les enfants de moins de 12 ans porteront une carte de signalement indiquant leur identité ainsi que l'emplacement du camp dans lequel ils séjournent. Ils ne peuvent se trouver au camp sans la présence d'un adulte responsable.

Art. 110 bis. Toute opération de survie ainsi que toute activité non encadrée organisée par un mouvement de jeunesse sont interdites sur l'ensemble du territoire communal lorsqu'elles entraînent le besoin de quémander auprès de ses habitants. Cette disposition est également valable même pour les groupes qui ne sont pas hébergés sur le territoire de la commune.

Section 4. Généralités

Art. 110 ter. Le responsable du camp et le propriétaire du terrain ou bâtiment loué à cet effet seront solidairement responsables en cas de non-respect du présent règlement. La commune peut se substituer aux obligations du propriétaire ou du locataire en cas de manquement de ce dernier, à ses frais.

Les sanctions administratives peuvent être infligées sur base d'un procès-verbal rédigé par les services de police, ou tout autre service habilité, constatant l'infraction pouvant y donner lieu.

Dans le cas d'une infraction verbalisée par ces agents, l'administration communale se réservera le droit de refuser la présence du locataire sur le territoire communal pour les années à venir.

CHAPITRE IX– DES INFRACTIONS EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE

Les comportements prévus dans ce chapitre sont sanctionnés pénalement. Ils peuvent aussi faire l'objet d'une amende administrative régionale ou communale, d'une procédure de médiation ainsi que d'une perception immédiate conformément aux dispositions des articles D160 et suivant du Code de l'environnement.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative si :

- le Procureur du Roi l'informe dans les 60 jours qu'il ne réserve pas de suite aux faits, sans pour autant mettre en cause la matérialité des faits ;
- le Procureur du Roi ne lui communique pas ses intentions dans les 60 jours.

Il ne peut infliger une amende administrative si dans le délai de 60 jours, le Procureur du Roi informe le fonctionnaire sanctionnateur qu'il ouvre une information ou une instruction, que des poursuites sont entamées ou qu'il estime devoir classer le dossier faute de charges suffisantes.

Ce délai de notification est ramené à 30 jours pour les infractions de quatrième catégorie. (art D160 à D163 du Code de l'environnement de la Région Wallonne)

Section 1. Infractions prévues par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (2ème catégorie)

Art. 111. L'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, champs et jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier.

Art. 112. L'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau.

Section 2. Infractions prévues par le Code de l'eau

Sous-section 1 En matière d'eau de surface (3ème catégorie)

Art. 113. Vidanger et recueillir les gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers, soit sans disposer de l'agrément requis, soit en éliminant les gadoues de manière interdite.

Art. 114. Nettoyer un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire ou à moins de 10 mètres de celle-ci alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler, sans disposer du permis d'environnement requis.

Art. 115. Contrevenir à certaines dispositions adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface, en ce compris le fait de ne pas respecter le règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout.

Fabriquer, offrir en vente, vendre ou utiliser des produits à titre professionnel qui, s'ils aboutissent après usage dans les eaux d'égouts ou dans les eaux de surface, sont susceptibles soit de polluer les eaux de surface, soit d'y entraver les phénomènes d'auto-épuration, soit de nuire au fonctionnement des installations d'épuration d'eaux usées et des fosses septiques.

Art. 116. Tenter d'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par le Gouvernement, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics, les collecteurs, les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement.

Art. 117. Jeter ou déposer des objets, introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface.

Art. 118. Ne pas raccorder à l'égout l'habitation située le long d'une voirie qui en est équipée ou ne pas l'avoir fait pendant les travaux d'égouttage lorsque la voirie vient d'en être équipée.

Art. 119. Ne pas avoir sollicité l'autorisation préalable écrite du Collège Communal pour le raccordement à l'égouttage de son habitation.

Art. 120. Déverser l'ensemble des eaux pluviales et des eaux claires parasites dans l'égout séparatif sur les parties de la voirie ainsi équipée ou ne pas évacuer les eaux pluviales par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation.

Art. 121. Ne pas avoir équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires,

- en ne l'équipant pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration ;
- en n'évacuant pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration ;
- en ne mettant pas hors service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou en ne faisant pas vider la fosse septique par un vidangeur agréé.

Art. 122. Ne pas avoir raccordé son habitation à l'égout existant dans les 180 jours qui suivent la notification de la décision d'un refus de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle à la place du raccordement à l'égout.

Art. 123. Ne pas avoir équipé d'origine toute nouvelle habitation construite en zone soumise au régime d'assainissement collectif, le long d'une voirie non encore équipée d'égout, d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'il est établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif.

Art. 124. Ne pas avoir équipé d'un système d'épuration individuelle toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lequel s'applique le régime d'assainissement autonome.

Art. 125. Ne pas assurer que l'égout ne récolte pas les eaux claires parasites :

- en ne raccordant pas l'habitation au réseau d'égouttage dès la mise en service de celui-ci ;
- en n'équipant pas une nouvelle habitation, dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu, d'une fosse septique by-passable munie d'un dégraisseur, le cas échéant, et pourvue de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées.

Art. 126. Ne pas avoir mis en conformité l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application, et ce en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé.

Sous-section 2 En matière d'eau destinée à la consommation humaine (4^{ème} catégorie sauf art 131)

Art. 127. Le fait, pour le propriétaire d'une installation privée de distribution de l'eau, de ne pas avoir reçu la certification exigée en vertu de la législation.

Art. 128. Le fait, pour un abonné qui s'approvisionne par le biais d'une ressource alternative ou complémentaire, de ne pas assurer une séparation complète entre ce réseau d'approvisionnement et le réseau d'eau de distribution.

Art. 129. Le fait, pour un particulier, de ne pas autoriser l'accès à son installation privée aux préposés du fournisseur, dans la mesure où les conditions imposées par l'art D189 du Code de l'eau ont été respectées.

Art. 130. Prélever de l'eau sur le réseau public de distribution en dehors des cas prévus par le Code de l'eau ou sans l'accord du distributeur.

Art. 131. Ne pas se conformer aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau. (3^{ème} catégorie)

Sous-section 3 En matière de cours d'eau non navigables (4^{ème} catégorie sauf art 132)

Art. 132. Entraver le dépôt sur ses terres ou ses propriétés des matières enlevées du lit des cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux. (3^{ème} catégorie)

Art. 133. L'usager ou le propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable qui ne veille pas à ce que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au dessus du niveau indiqué par le clou de jauge placé conformément aux instructions du gestionnaire et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau.

Art. 134. Celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture, et ce conformément aux exigences de distances et de passage visées à l'art D408 du Code de l'eau, ceci sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure.

Art. 135. Celui qui

- dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau ;
- obstrue le cours d'eau ou y introduit un objet ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux ;
- laboure, herse, bêche ou ameublit d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 mètre mesurée à partir de la crête de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres ;
- enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous à jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué du gestionnaire ;
- laisse subsister les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus.

Art. 136. Celui qui néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours d'eau :

- en ne plaçant pas, à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous à jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants ;
- en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées ;
- en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables.

Art. 137. Celui qui omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont il a la charge en ce qui concerne les ponts et ouvrages privés dont il est propriétaire.

Art. 138. Celui qui exécute des travaux extraordinaires de modification ou d'amélioration du cours d'eau sans en avoir préalablement reçu l'autorisation du gestionnaire ou qui exécute des travaux non conformes à l'autorisation délivrée par le gestionnaire.

Section 3. Infractions prévues en vertu de la législation relative aux établissements classés

(3^{ème} catégorie)

Art. 139. Absence de consignation dans un registre de toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou 2 lorsque la consignation dans un registre est requise.

Art. 140. Ne pas avoir porté à la connaissance des autorités concernées la mise en œuvre du permis d'environnement ou unique.

Art. 141. Ne pas prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier.

Art. 142. Ne pas signaler immédiatement à l'autorité compétente, tout accident ou incident de nature à porter préjudice à l'homme ou à l'environnement.

Art. 143. Ne pas informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération, sauf cas de force majeure.

Art. 144. Ne pas conserver, sur les lieux de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des autorisations en vigueur.

Section 4. Infractions prévues en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

Art. 145. Tout fait susceptible de perturber les oiseaux appartenant à une des espèces vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ainsi que leurs sous-espèces, races ou variétés, quelle que soit leur origine géographique, ainsi que les oiseaux hybridés avec un oiseau de ces espèces, ainsi que le commerce ou l'utilisation de ceux-ci.

Art. 146. Tout fait susceptible de porter atteinte à certaines espèces de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés menacés et toute utilisation à but lucratif ou non de ces espèces.

Art. 147. La détention, l'achat, l'échange, la vente ou la mise en vente de certaines espèces wallonnes de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés partiellement protégées, ainsi que leur capture, la mise à mort et la perturbation intentionnelle de ces espèces et de leurs œufs, sauf la détention temporaire d'amphibiens ou de leurs œufs à des fins pédagogiques ou scientifiques.

Art. 148. L'utilisation de moyens de capture et de mise à mort interdits lorsque cette capture ou cette mise à mort est autorisée.

Art. 149. Introduire des souches ou des espèces animales ou végétales non indigènes (sauf les espèces servant à l'agriculture ou à la sylviculture) dans la nature ou dans les parcs à gibier.

Art. 150. Tuer, chasser, piéger ou déranger les espèces dans les réserves naturelles.

Art. 151. Tout fait susceptible de porter intentionnellement atteinte à certaines espèces végétales ainsi qu'à leur habitat, ainsi que le commerce ou toute autre utilisation de ces espèces.

Art. 152. Couper, déraciner, mutiler des arbres ou arbustes et endommager le tapis végétal dans les réserves naturelles, sauf dans le cas où c'est prévu par un plan de gestion.

Art. 153. Planter ou replanter des résineux, laisser se développer leurs semis ou les maintenir, et ce, à moins de 6 mètres de tout cours d'eau.

Section 5. Infractions prévues en vertu de la loi du 18 juillet 1973 sur la lutte contre le bruit

(3^{ème} catégorie)

Art. 154. Créer directement ou indirectement ou laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement.

Section 6. Infractions prévues en vertu du code de l'environnement en ce qui concerne les modalités des enquêtes publiques. (4^{ème} catégorie)

Art. 155. Faire entrave à l'enquête publique ou soustraire à l'examen du public des pièces du dossier soumis à enquête publique.

Section 7. Infractions prévues par la loi du 28.12.1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique (3^{ème} catégorie)

Art. 156. Celui qui détient un bien qui est à l'origine d'une forme de pollution interdite par le Gouvernement.

Art. 157. Celui qui ne respecte pas les mesures contenues dans le plan d'action arrêté pour la qualité de l'air ambiant.

Art. 158. Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire structurellement la pollution atmosphérique, notamment les dispositions visant à restreindre et, dans certains cas, interdire certaines formes de pollution, ou règlementant ou interdisant l'emploi d'appareils ou de dispositifs susceptibles de créer une pollution.

Art. 159. Celui qui enfreint les dispositions prises par le Gouvernement pour réduire la pollution atmosphérique en cas de pic de pollution dû à un dépassement des normes relatives de qualité de l'air ambiant.

Section 8. Infractions en matière de voies hydrauliques (3^{ème} catégorie)

Art. 160. Celui qui empiète sur le domaine public régional des voies hydrauliques ou accomplit un des actes visés à l'article D.51 du Code de l'Environnement ou tout autre acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine sans déclaration ou permis d'environnement ou sans autorisation écrite du gestionnaire.

Art. 161. Celui qui dérobe des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

Art. 162. Celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public régional des voies hydrauliques, occupe tout ou partie du domaine public régional des voies hydrauliques.

Art. 163. Celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, organise des manifestations récréatives, sportives ou touristiques sur le domaine régional des voies hydrauliques.

Art. 164. Celui qui se livre à la pratique d'une activité récréative, sportive ou touristique sur le domaine public régional des voies hydrauliques sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement Wallon.

Art. 165. Celui qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, place des panneaux réclames ou publicités quelconques sur le domaine public régional des voies hydrauliques.

Art. 166. Celui qui, étant propriétaire, locataire ou usager de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire, en période de crues, omet d'enlever tout dépôt de produits agricoles ou de matériel susceptible d'être entraîné par les flots et de causer la destruction ou la dégradation des ouvrages d'art provisoires ou définitifs établis sur ces voies hydrauliques.

Art. 167. Celui qui menace la viabilité du domaine public régional des voies hydrauliques ou celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine en pilotant un bâtiment flottant sans adapter sa conduite à la conformation dudit domaine ou aux instructions des fonctionnaires visés à l'article D.425, alinéa 1^{er} du Code de l'Environnement.

CHAPITRE X– DES PEINES, SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 168. Les infractions aux articles des chapitres 1 à 8 du présent règlement et l'article 175 infra seront punies d'une amende administrative conformément à la Loi relative aux sanctions administratives communales du 24 juin 2013. Le fonctionnaire sanctionnateur pourra proposer une prestation citoyenne ou une médiation comme sanction alternative à l'amende conformément à cette même loi.

Les infractions à l'article 87 du présent règlement seront punies d'une amende administrative d'un montant de :

- 55 euros pour les infractions de première catégorie
- 110 euros pour les infractions de deuxième catégorie
- 330 euros pour les infractions de troisième catégorie

ou d'un paiement immédiat.

Art. 169. §1^{er}. Les infractions aux articles du chapitre 9 du présent règlement sont passibles d'amendes administratives conformément à la procédure prévue aux articles D.160 et suivants du Code de l'environnement.

§2. Les infractions visées aux articles 111 et 112 du chapitre 9 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 2^{ème} catégorie et sont passibles d'une amende de 50 à 100.000 euros.

§3. Les infractions visées aux articles 113 à 126; 131; 139 à 152; 154 et 156 à 167 du chapitre 9 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 3^{ème} catégorie et sont passibles d'une amende de 50 à 10.000 euros.

§4. Les infractions visées aux articles 127 à 130; 132 à 138; 153; 155 du chapitre 9 du présent règlement font l'objet de la procédure prévue pour les infractions de 4^{ème} catégorie et sont passibles d'une amende de 1 à 1.000 euros.

Art. 170. Les infractions aux articles des chapitres 1 à 8 du présent règlement, commises par des mineurs de plus de 14 ans, seront poursuivies conformément à la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, en ce compris la procédure d'implication parentale.

Toutefois, conformément aux termes du protocole signé avec le Procureur du Roi, étant donné les spécificités de la problématique des faits infractionnels commis par des mineurs et des moyens d'action dont dispose le parquet à leur égard, l'office du procureur du Roi conserve le monopole des poursuites à l'égard des mineurs.

Art. 171. Le Collège Communal pourra en cas d'infraction au présent règlement, prononcer la suspension administrative, le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ou la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif après avoir adressé un avertissement conformément à la loi relative aux sanctions administratives communales du 24 juin 2013.

Art. 171 bis. Conformément aux dispositions de la nouvelle loi communale, le bourgmestre peut décider, en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'évènements semblables, et impliquant un trouble à l'ordre public ou une incivilité, d'une INTERDICTION TEMPORAIRE DE LIEU d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

Ladite interdiction doit être motivée conformément au prescrit des § 3 et 4 de l'article 134 sexies de la nouvelle loi communale.

Le non respect de ladite interdiction de lieu est passible d'une amende administrative telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Art. 172. Conformément à l'article D159 du Code de l'Environnement, une transaction peut être proposée au contrevenant aux articles du chapitre 9 moyennant accord de celui-ci et pour autant que le fait n'ait pas causé de dommage à autrui. La somme est perçue soit immédiatement, soit dans un délai de cinq jours ouvrables.

Art. 172 bis. Le prescrit de l'ancien article 551,7 du Code Pénal est toujours en vigueur pour l'application du présent Règlement.

Art. 173. Le présent règlement général de police entrera en vigueur le 01/01/2014 (GENERAL)/01/07/2014 (BOUILLON).

Art. 174. Les règlements communaux antérieurs dont les dispositions entrent en concurrence au présent sont abrogés à cette date.

Art. 175. Dispositions particulières pour la ZP 5302

§1^{er}. Il est interdit à tout propriétaire, détenteur ou gardien d'animaux, de laisser divaguer ceux-ci en tous lieux accessibles au public. Ils sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour éviter cette divagation.

§2. Tout animal errant pourra être capturé aux frais, risques et périls de son propriétaire ou gardien.

§3. Il est interdit de circuler avec des animaux sur la voie publique sans prendre les précautions nécessaires pour les empêcher de porter atteinte à la sûreté, à la commodité du passage et à la sécurité des usagers.

§4. Les chiens doivent être tenus en laisse, par une personne apte à les maîtriser, tant sur la voie publique que dans tous lieux accessibles au public, à l'exception des chiens de malvoyants, de police, de douane, de l'armée, des services de secours, de troupeaux ou de chasse pendant qu'ils officient.

§5. Le port de la muselière est imposé aux chiens définis comme dangereux dans tous lieux accessibles au public, y compris les transports en commun ainsi que dans les parties communes des immeubles collectifs. Pour ces mêmes chiens, la laisse reprise au §4 ne pourra pas excéder un mètre cinquante.

La présence de ces chiens est interdite lors de la tenue de marchés, manifestations culturelles, festives ou sportives, lors de réunions ou rassemblements en plein air ou dans des lieux clos ou couverts ainsi que sur les servitudes publiques de passage traversant des propriétés où paissent des animaux domestiques.

§6. Les colliers et/ou muselières à pointes ou blindées sont interdits sur la voie publique, dans tous les lieux accessibles au public où les chiens sont admis sauf pour les chiens de police dans le cadre de missions assignées à leur maître.

§7. Sauf en ce qui concerne les cas particuliers des maîtres-chiens agréés, membres des sociétés de gardiennage et des maîtres-chiens de police, dans le cadre de leurs missions et pendant leur service, il est interdit d'utiliser un chien et son apparence agressive pour intimider les tiers.

De même, il est interdit d'utiliser un chien pour incommoder ou provoquer la population et porter ainsi atteinte à la sécurité publique et à la commodité de passage.

§8. Ne peuvent détenir de chiens dangereux les personnes âgées de moins de 18 ans, les majeurs sous tutelle, à moins qu'ils aient été autorisés par l'autorité de tutelle, les contrevenants au présent article.

§9. Les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien considéré comme dangereux a été retirée en application du présent article peuvent toutefois demander au bourgmestre qu'il accorde une dérogation à l'interdiction. Cette dérogation ne peut cependant être accordée si un délai de 5 ans au moins ne s'est pas écoulé depuis la dépossession du propriétaire ou du gardien.

§10. Si un chien est susceptible de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques, le bourgmestre, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne concernée, peut prescrire au propriétaire ou au gardien du chien des mesures de nature à prévenir le danger.

En cas d'inexécution par le propriétaire ou le gardien du chien considéré comme dangereux des mesures visées à l'alinéa précédent du présent article, le bourgmestre peut, par arrêté, placer le chien dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci, sans préjudice des dispositions de l'article 9 §§ 2 à 5 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

Pour reprendre possession du chien placé dans un lieu de dépôt, le propriétaire ou le gardien du chien visé à l'alinéa précédent doit préalablement exécuter les mesures décidées par le bourgmestre.

Si l'importance du danger pour les personnes ou les animaux domestiques que présente le chien considéré comme dangereux le requiert, le bourgmestre peut ordonner par arrêté la mise à mort de l'animal par un vétérinaire.

§11. Le dressage au mordant des chiens considérés comme dangereux n'est autorisé que dans le cadre des activités de sélection canine encadrées par une association agréée par le ministre compétent en matière de santé publique et en présence de dresseurs et responsables d'activité en possession d'un certificat de capacité et d'un matériel agréé.

§12. En cas d'infraction aux dispositions du présent article, le service de police intervenant pourra pratiquer, aux frais du contrevenant, la saisie administrative de l'animal faisant l'objet de l'infraction. A cet effet, la police pourra si nécessaire faire appel à tout expert ou organisme habilité, et ce, aux frais du propriétaire ou détenteur de l'animal.

La confiscation d'un chien dangereux et/ou du matériel de dressage éventuel peut également être prononcée.

De plus, la saisie d'un chien dangereux et/ou du matériel de dressage éventuel peut être prononcée en sus lorsqu'un chien dangereux a mordu une personne ou un animal domestique.

Le chien saisi sera dirigé par les services de police vers tout endroit habilité à le recueillir.

INDEX

	n° articles
A	
Abandon de déchets.....	112
Affichage.....	22, 23, 24
Alarme.....	71
Alcool.....	32, 33, 33bis, 33ter
Animaux.....	5, 10, 61, 89 à 94, 175
Arbres, arbustes.....	54, 81, 82, 152, 153
Artifices.....	68
Attroupements.....	26, 27
Autorisation.....	2
B	
Baignade.....	10bis, 34
Bal.....	62, 63, 65
Bétail.....	93, 134
Biodiversité.....	145 à 152
Bivouac.....	99
Boissons alcoolisées.....	32, 33
Bouche d'incendie.....	58 à 60
Bruit.....	61, 64, 66 à 72, 86, 154
C	
Calicot.....	41
Camp de vacances.....	96 à 110
Campement.....	21, 96 à 110
Canalisation.....	13
Canon d'alarme.....	67
Caravane.....	21
Catastrophe.....	57
Chapiteau.....	62
Chien.....	5, 61, 89 à 94, 175
Circulation.....	26
Clôture.....	25, 82, 83, 134
Collecte.....	30
Concert.....	62, 63
Cortèges.....	26, 27

Coups volontaires	76
Cours d'eau.....	132 à 138, 153

D

Dancing	72
Débardage.....	25
Débits de boissons	72
Déchets	14 à 20, 102, 111, 112
Dégradations.....	77 à 84
Déjections canines.....	5, 94
Distributeurs de boissons.....	33
Divagation	90, 93, 175

E

Eau de distribution.....	127 à 131
Eaux de surface (protection).....	113 à 126
Eaux pluviales	13
Eaux usées	13
Échafaudage	40
Éclairage public	49
Édifice menaçant ruine	52
Egouts	115 à 122, 125
Émondage	54
Enclos sur voie publique	40
Épuration individuelle	121, 123, 124
Espèces protégées.....	146, 147, 151
Etablissements classés	139 à 144

F

Façade.....	49
Feu d'artifice	68
Fontaine	10bis, 34
Forain.....	95
Fossés	13, 82
Fosses septiques.....	113, 121, 125
Friterie	7

G

Gadoues	113
Gaz de briquet.....	56
Gel	43, 44, 46, 48
Graffiti	6, 84

H

Haies.....	54, 82, 83
Haut parleur.....	69

I

Immondices	voir « déchets »
Incendie	57 à 60, 98
Incinération de déchets.....	111
Injonction.....	50, 57
Injure	75
Inondation.....	57
Inscription.....	6
Interdiction temporaire de lieu.....	171bis

K

Kermesse	95
----------------	----

L

Logement mobile.....	21
----------------------	----

M

Magasin de nuit	73
Manifestation.....	7, 8, 27, 62
Masque	88
Matériaux.....	35, 38, 39
Mendicité.....	29
Métier forain.....	95
Mosquito.....	51
Mouvement de jeunesse	96 à 110

N

Neige	43, 47
Nourriture	7, 10
Numérotation des immeubles	49

O

Occupation de la voie publique	35 à 41
--------------------------------------	---------

P

Pétards	68
Pigeon	10
Plantations	54, 55
Pollution	111 à 117, 156 à 159
Poubelle publique	17, 19
Poussières	53
Produit alimentaire	7
Propreté	5 à 11
Propriétés communales	34
Publicité	36

Q

Qualité de l'air	157
------------------------	-----

R

Raccordement aux égouts	115, 118, 119, 122, 123, 125
Rassemblement	27
Recharges de gaz	56
Réserve naturelle	99, 150, 152
Restaurant	72

S

Sablage	53
Salle de danse	72
Sécheresse	131
Signalisation routière	24, 49, 55
Sonorisation	69, 70
Soupirail	42

Stationnement87

T

Tapage61, 86

Terrain12

Terrasse.....37

Tondeuse.....66

Travaux.....38, 39, 52, 53

Tronçonneuse66

Trottoir.....13, 42, 43

U

Uriner.....9

V

Vente31, 33

Violence.....74 à 76

Visage masqué.....88

Voies de fait.....74

Voies hydrauliques 160 à 167

Vol85

Notes

1. Les règlements communaux antérieurs prévoyant une heure de fermeture des cafés restent d'application dans leurs communes respectives.
2. Le règlement communal concernant la gestion des déchets reste également d'application dans chaque commune.
3. Le règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout reste valable dans chaque commune, de plus, le non respect de celui-ci peut être sanctionné sur base de l'article 115 du présent règlement général de police.

.....
.....
.....

A series of 25 horizontal dotted lines spanning the width of the page, providing a template for handwriting practice.

Adresses utiles

	Administration communale	Poste de police
BERTRIX 6880	Rue de la Gare 38 ☎ 061/41.44.11 ☎ 061/41.54.18 www.bertrix.be	Rue Docteur Pierre Lifrange 12 ☎ 061/465.760 ☎ 061/465.792
BOUILLON 6830	Place Ducale 1 ☎ 061/28.03.29 ☎ 061/28.03.10 www.bouillon.be	Allée de la Paroisse 21 ☎ 061/466.007 ☎ 061/510.189
DAVERDISSE 6929	Grand Place 1 ☎ 061/58.81.95 ☎ 061/58.71.37 www.daverdisse.be	Grand Place 1 ☎ 061/292.284 ☎ 061/460.558
HERBEUMONT 6887	Rue Lauvaux 27 ☎ 061/21.03.30 ☎ 061/41.47.37 www.herbeumont.be	Rue Lauvaux 27 ☎ 061/416.487 ☎ 061/416.488
LIBIN 6890	Rue du Commerce 14 ☎ 061/26.08.10 ☎ 061/65.63.81 www.libin.be	Rue du Commerce 19B ☎ 061/656.537 ☎ 061/656.421
PALISEUL 6850	Grand Place 1 ☎ 061/27.59.50 ☎ 061/27.59.55 www.paliseul.be	Grand Place 2 ☎ 061/535.651 ☎ 061/535.652
SAINT-HUBERT 6870	Place du Marché 1 ☎ 061/26.09.66 ☎ 061/61.33.18 www.saint-hubert.be	Avenue Nestor Martin 10B ☎ 061/611.013 ☎ 061/613.961
TELLIN 6927	Rue de la Libération 45 ☎ 084/36.61.36 ☎ 084/36.70.60 www.tellin.be	Rue Saint-Roch 154 ☎ 084/366.243 ☎ 084/367.124
WELLIN 6920	Grand Place 1 ☎ 084/38.81.62 ☎ 084/43.00.59 www.wellin.be	Rue de Beauraing 171C ☎ 084/388.109 ☎ 084/389.178

Direction de la zone de police Semois et Lesse :

Rue Docteur Pierre Lifrange 12
6880 BERTRIX
☎ 061/465.770 ☎ 061/465.792
catherine.douny@semoisetlesse.be